Vol. 5 No. 9 • Du 14 au 20 Septembre 2011

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

NON À GARRY CONILLE!

Voir page 4



Garry Conille (à droite) et son patron, le coprésident de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) et envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon Bill Clinton

MENACES CONTRE HAÏTI LIBERTÉ!

Voir page 4

voir page 4



Menaces contre Haiti Liberté par le criminel notoire Louis Jodel Chamblain



Michel Martelly ou le retour en force du duvaliérisme et du jean-claudisme

Page 7



ONU : Quel Avenir pour la MINUSTAH ?

Page 8



Chili : la mobilisation étudiante et ses racines historiques, le mouvement lycéen en dictature

Page 10

Les commémorations orwelliennes du 11-Septembre annoncent de nouvelles guerres

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Non aux forces occupantes ! Non à l'armée macoute de Martelly !

Par Berthony Dupont

Un piège se referme sur le pays suite, à l'incapacité de ce nouveau régime à délivrer quoi que ce soit aux masses populaires. Il ne peut même pas tenir ses promesses électorales. Sans aucune direction le pays se précipite dans une tension sociale et un malaise général qui ne peuvent favoriser qu'une dégradation des conditions de vie des populations. Ces considérations seraient incomplètes sans y associer la visite de deux jours au pays du secrétaire général adjoint de l'Organisation des Etats Américains, Albert Ramdin, lui qui avait profité de son court séjour pour saluer la désignation de Conille et dire espérer que ce choix soit ratifié, afin que le pays puisse avoir un nouveau gouvernement.

Depuis l'avènement de Martelly, la situation sur tous les plans ne fait que se détériorer avec une effrayante constance. La déliquescence de tous les secteurs d'activité a atteint son point culminant dont le malaise scolaire n'est qu'une illustration maintenue jusque là par un odieux climat de terreur entretenu par la tristement célèbre force sanguinaire d'occupation de la Minustah. Et c'est un vaste mouvement de refus qu'annoncent les récents événements qui agitent un peu partout le pays. Le régime est aux abois et il est évident que chaque jour qui passe hypothèque un peu plus ses chances de survie.

Le choix de Garry Conille viendrait entacher davantage l'image du pays ; un choix qui ne ferait que consolider les intérêts des multinationales pour l'établissement du protectorat d'Haiti par les Etats-Unis sous couvert des Nations-Unies, et assurer la continuité de la politique commencée par les valets de Préval, l'équipe de faucons de la Plateforme Inité au Parlement. Un des chefs de file de ce mouvement, le sénateur Lambert a estimé nécessaire que le pays soit doté d'un gouvernement dans les prochaines semaines. Une déclaration qui semble t-il est le fruit de la rencontre, la semaine dernière, de l'ambassadeur des États-Unis, Kenneth Merten, avec le Groupe des parlementaires pour le renouveau (GPR). Ce n'est pas sans raison également que l'ancien président américain Bill Clinton a battu les sentiers du parlement pavant la voie à son poulain en s'entretenant avec le président et le vice-président de l'Assemblée Nationale haïtienne, ainsi que des parlementaires. En fait, c'est Clinton qui a négocié comme exécutif haïtien le choix du Premier ministre pour seulement laisser simplement à Martelly le soin de l'annoncer publiquement. Un rôle subalterne de toute évidence.

En toute honnêteté, si Garry Conille passe le cap, ça va être un exemple flagrant de violation grave de la Constitution de 1987 par Martelly et les parlementaires au service des multinationales.

En fait, au delà de toute spéculation émotive et partisane, l'équation Conille Martelly, si elle ne peut pas se balancer, ce n'est pas du fait que Martelly et Conille soient sur des positions différentes, loin de là. Martelly possède les atouts du secteur macoute, tout comme Conille s'y complaît. Leur seule différence va être, qui d'entre les deux sera plus apte à servir les intérêts de l'impérialisme, surtout dans le cadre de la commission Intérimaire de Reconstruction d'Haiti (CIRH) ? Le peu d'intelligence qui reste à Martelly, devrait lui faire éprouver de l'indignation à voir que malgré tout ce qu'il a offert à Clinton, il n'est pas arrivé à le convaincre de lui laisser les mains libres pour choisir son propre subalterne de Premier ministre. Avec pour résultat que ce sera lui qui jouera le rôle de *restavèk* à la place de Conille.

Comme maints dirigeants haïtiens, les locataires du Palais national pensent pouvoir toujours faire du marronnage et jouer avec les forces impériales ou, le cas échéant, leur porter un mauvais coup à titre de revanche. Alors pour se donner bonne conscience d'avoir fait quelque chose, les conseillers de Martelly le poussent à utiliser le viol du jeune haïtien par les soldats uruguayens pour intensifier un nébuleux retrait des forces de la Minustah, quand l'une des personnes en ligne de front de ce projet est le sénateur Youri Latortue, opposé lui-même à l'option Conille et qui s'est illustré dans des déclarations démagogiques lors d'une manifestation à Port Salut contre la Minustah.

Martelly dans cette optique semble catégoriquement opter pour la réduction des forces de la Minustah, afin de faciliter la tache de mettre sur pied une autre force armée macouto-militaire pour satisfaire sa clientèle macoute. Les pirouettes oratoires de Martelly ne sont pas réellement pour le renvoi définitif des forces occupantes mais pour en arriver à mettre sur pied une armée répressive à l'instar des volontaires de la Sécurité nationale de Papa Doc et des Léopards de Baby Doc contre les masses populaires. Façon de faire du chantage auprès de la bourgeoisie et de dire à l'impérialisme : nous pouvons faire le travail de répression pour vous. N'a-t-il pas déjà si bien signalé que **sa détermination à former une force armée est en vue de renforcer le climat sécuritaire ? Et que son rôle sera crucial dans le cadre des efforts, visant à attirer les investisseurs étrangers. Pour l'histoire rappelons que le pillage systématique et la braderie éhontée du pays n'ont été possibles que grâce à une répression barbare et multiforme.**

Ainsi, pour amadouer la Communauté Internationale, Martelly met en exergue que le budget de la nouvelle force publique avoisinera les 25 millions de dollars annuellement, une somme dérisoire comparée à celle de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (Minustah) qui dispose d'un budget de 864 millions de dollars par an.

Nous sommes tout à fait clairs, ces réactionnaires au pouvoir peuvent bien militer pour la réduction des forces de la Minustah, mais nous autres du secteur progressiste et les organisations populaires qui aurons à prendre les rues, nous luttons pour la désoccupation totale et complète du pays que n'encouragent guère ni Martelly à la présidence ni sans doute Garry Conille à la Primature.

Non aux forces occupantes ! Non à l'armée macoute de Martelly !

Le pont de Millet à Bois Monquette effondré une dizaine de morts

Par Jackson Rateau

L'effondrement du pont de Millet, cet ouvrage d'art jeté sur la Rivière Millet, du côté de Bois Monquette, Pétion-Ville, fait partie du bilan des dégâts de la tempête tropicale Maria, qui a saccagé la région métropolitaine dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 septembre 2011. Selon les résidents de la localité de Bois Monquette, la chute du Pont Millet, cet ouvrage en construction qui n'est même pas encore inauguré, a provoqué la mort d'une dizaine de personnes. Des véhicules qui tentaient de traverser le lit de la rivière, vendredi, ont été enlisés.

L'effondrement du Pont Millet sous son propre poids suite aux violentes averses dues à la tempête tropicale Maria, a fait l'objet de beaucoup de critiques de la part de la population de Bois Monquette qui montrent du doigt les instances haïtiennes concernée, considérées comme des irresponsables, puis que, selon elle, le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), le maitre d'œuvre n'ayant pas exigé de la compagnie de construction, des travaux de qualité.

« Il faudrait procéder à l'arrestation de l'ingénieur responsable ce matin même. Les travaux du pont ont été entrepris, alors que, nous autres du quartier, nous n'étions au courant de rien. Imaginer, un pont qui n'est même pas encore inauguré », s'est indigné un riverain.

Démission de l'inspecteur général de la PNH Fritz Jean

Suite à un conflit opposant les 2 plus hauts gradés de la PNH, l'inspecteur général, Fritz Jean et le directeur général de l'institution, Mario Andrésol, le jeudi 8 septembre dernier, l'inspecteur Jean, adressant une lettre officielle au ministre démissionnaire de la Justice et de la Sécurité Publique, Jean Max Bellerive, s'est démis de son poste d'inspecteur général de la PNH. Cette démission est une conséquence directe du décès de Serge Démosthène. Un dossier qui est censé être lié à l'assassinat du président du Conseil d'Administration de la BNC, Guiteau Toussaint.

L'inspecteur Jean qui se plaint du comportement intransigeant du DG de la PNH, a ainsi expliqué que dans son champ d'action, il lui est systématiquement impossible d'empêcher la violation des droits humains au sein de l'institution, en raison du fait que tous ses efforts sont sapés par le DG, Mario Andrésol, le qualifiant de rebelle et d'insubordonné.

En dépit d'un besoin impérieux d'au moins 6 autres inspecteurs, qui pourraient mieux l'aider à accomplir sa tâche, le seul inspecteur assistant qu'il a eu à son service, a été transféré par la direction centrale.



L'inspecteur général, Fritz Jean et le directeur général de la PNH, Mario Andrésol

« Apres ma prise de fonction en 2006, il existait un seul inspecteur général. Conscient du rôle déterminant des inspecteurs généraux dans le travail à accomplir, j'ai initiée un plan stratégique dont les propositions m'ont entrainé à enclencher un train de procédure, en vue d'en recruter. Ces démarches visaient particulièrement à renforcer et consolider cette structure de police qui se révèle d'une importance capitale dans la quête d'une police intègre et professionnelle…Aucun suivi n'a été malheureusement accordé à ces démarches…Alors que les inspecteurs généraux n'ont pas été recrutés, je me défonce corps et âme en vue de faire régner la discipline, le respect des droits de l'homme au sein de la PNH. Ainsi est arrivé le transfert de ce seul inspecteur général dévoué et dynamique. J'attire l'attention des autorités de l'Etat, de mes supérieurs et de la société que ce transfert, survenu suite au résultat de l'enquête diligentée autour du décès du nommé Serge Démosthène au commissariat de Pétion-Ville, lequel a été interpellé dans le cadre de l'assassinat du président du Conseil d'Administration de la BNC, [a été] orchestrée expressément par le Directeur General en vue de détruire l'élan, le dynamisme et surtout l'Independence de l'IGPNH dans la conduite de ses enquêtes…Devant le refus du Directeur General de revenir sur le transfert, malgré les instructions du Premier Ministre; étant entendu que l'Inspection Générale doit pouvoir, en toute impartialité, accomplir sa mission, tel que prévu par la loi; considérant que l'Inspection Générale n'a pas à recevoir des ordres du directeur général en ce qui a trait à la conduite des enquêtes; conscient que mon honneur m'interdit de faire fonction de sinécure dans un pays où les ressources sont de plus en plus rares, je viens, par la présente, vous soumettre ma démission de ma fonction d'Inspecteur General en chef… », a fait valoir l'ex-inspecteur général, Fritz Jean, dans sa lettre de démission au ministre démissionnaire de la Justice et Premier Ministre, Jean Max Bellerive.

En réaction à cette lettre, Mario Andrésol a fait savoir que Fritz Jean faisait preuve de rébellion et d'insubordination, et que ses jours étaient effectivement comptés. Il dit avoir appris la démission de l'Inspecteur General par la presse, alors qu'il est son supérieur hiérarchique.

Menaces contre Haïti Liberté!



Le tortionnaire Louis Jodel Chamblain

Par Berthony Dupont

Vendredi dernier, 2 septembre 2011, vers les onze heures du matin, un quidam utilisant un téléphone au numéro 3712-3449 a appelé le bureau du journal Haiti Liberté, à Port-au-Prince et s'est identifié comme Louis Jodel Chamblain, le tortionnaire bien connu, le criminel notoire qui devrait être en prison à perpétuité pour crimes commis contre le peuple haïtien.

Cet individu qui s'est identifié comme Jodel Chamblain a demandé à son interlocuteur de Haiti Liberté: « *Est-ce que Berthony n'est pas en Haiti ?* » Il lui a été répondu: non, il n'est pas en Haiti. Chamblain de poursuivre: « *Où est-ce que le journal est imprimé ?* » Il lui a été répondu « *que le journal est imprimé aux Etats-Unis* ». Et Chamblain a continué en proférant des menaces: « *Je vous frapperai quand même, bande de Lavalas, vous pensez que Lavalas retournera au pouvoir… »*.

Est-ce la terreur duvaliéro-macoute qui renaît dans l'atmosphère complaisante du régime actuel ? Est-ce bientôt le tour d'autres médias d'être menacés ? Vont-ils devoir se taire comme l'ordre leur a été récemment intimé par le président Martelly ?

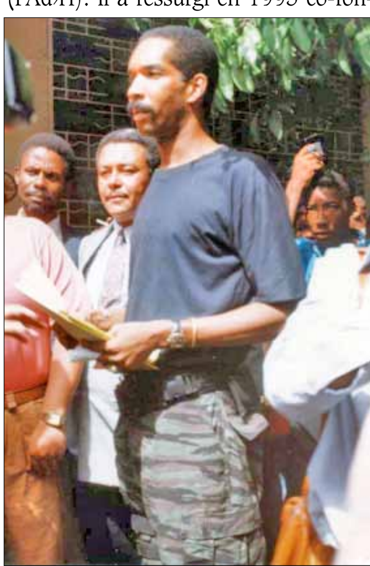
Cette menace de la part de Chamblain donne froid au dos, car elle semble annoncer le retour, sans doute proche, aux pratiques duvaliéro-terrorisantes qui ont vu tant de journalistes persécutés, forcés à prendre l'exil, sans oublier ceux-là qui ont été froidement exécutés par une macouto-soldatesque altérée de sang. D'ailleurs, des journalistes ont déjà commencé à voir de quel bois d'intolérance se chauffent Martelly et son entourage de «conseillers» dont l'un, le tristement célèbre Roro Nelson se révèle déjà prêt à «étouffer» pour le compte de son président.

Dans une ambiance politique où la gente duvaliériste, rejetons de duvaliéristes, fonctionnaires zélés du duvaliéro-jeanclaudisme, anciens tortionnaires ressuscités à la faveur du scandaleux retour de Jean-Claude, ont le vent en poupe, on sent qu'il souffle un air puant le macoutisme, d'où l'agressive désinvolture de Chamblain qui s'enhardit jusqu'à menacer par téléphone le directeur du journal Haïti Liberté et par ricochet les membres de l'hebdomadaire que de façon pernicieuse et mensongère il traite, sans preuves, de «bande de Lavalas».

Nous ne pouvons laisser passer cette menace, quoique verbale, comme une lettre à la poste, sans la dénoncer, haut et fort. Nous ne saurions ne pas souligner son importance dans la conjoncture politique actuelle, pour nous abstenir de dire qui est Chamblain, pour qui travaille t-il, ce qui le rend si arrogant, si menaçant, se sentant même dans son élément sous la présidence de Martelly.

Chamblain est un ancien responsable du Front pour l›avancement et le progrès en Haïti (FRAPH), avec pour principal partenaire dans cette ténébreuse organisation le tristement célèbre Emmanuel «Toto» Constant qui n'avait pas caché ses sources de financement, quand fut créé ce groupe d'escadrons de la mort, responsable de l'assassinat de milliers de personnes, lors du sanglant coup d›État en 1991. Ainsi, dans une entrevue à l›émission «60 Minutes» de CBS, diffusée en 1995, «Toto» Constant avait dévoilé qu›il recevait $700 par mois de la CIA lorsqu›il avait créé le FRAPH. Si le criminel Emmanuel «Toto» Constant pendant son exil doré aux Etats-Unis pour mission bien accomplie n'avait pas honteusement fraudé en tant qu'agent immobilier à Queens, aux Etats-Unis, il aurait été également libre de circuler aujourd'hui, en Haïti, à son gré, et de se livrer à de menaçantes provocations à l'instar de son compère Louis Jodel Chamblain.

Voici pour mémoire l'itinéraire du mercenaire, l'ancien tonton-macoute Jodel Chamblain. Juste après le démantèlement du corps spécial des Léopards formé par Jean-Claude Duvalier, il a servi jusqu'en 1989-90 comme sergent dans les Forces armées d›Haïti (FAd›H). Il a ressurgi en 1993 co-fondant avec Emmanuel «Toto» Constant, Mireille Durocher Bertin et un haut responsable duvaliériste, Alphonse Lahens, dans le Front Révolutionnaire pour l›Avancement et le Progrès Haïtien (FRAPH) dont le nombre de victimes après le coup d'Etat de septembre 1991 s'élève à plus de quatre mille. Si le document de 160 mille pages du Fraph a été confisqué par la CIA après le débarquement des US Marines en septembre 1994, ça a été non seulement pour ne pas mettre en danger les noms des citoyens Etatsuniens qui avaient eu un rôle quelconque dans les tueries, mais encore pour occulter les atrocités sans nom commises par Chamblain, Constant et leur gang d'assassins.



Chamblain (à gauche) et Toto Constant

Après le retour d'Aristide le 15 octobre 1994, Chamblain s'est réfugié en République dominicaine pour réapparaître, comme on le sait, au début de l›année 2004 à la tête d'un commando que dirigeait un autre agent de la CIA, l'ancien lieutenant des Forces Armées d'Haïti, l'ex-commissaire de police, le mercenaire Guy Philippe.

Eventuellement, Chamblain fut jugé et condamné par contumace, le 17 septembre 1995, à la prison à vie sur deux chefs d›accusation: le meurtre de l›homme d›affaires Antoine Izméry et sa participation au massacre de Raboteau en 1994, sans oublier son implication dans l'assassinat du ministre de la Justice Guy Malary et de son garde-du-corps, le 14 octobre 1993.

Après le coup d'état de Février 2004 et l'installation de Gérard Latortue et d'Alexandre Boniface en tant que Premier ministre et Chef d'Etat de facto, Louis-Jodel Chamblain s›est «livré» à ses complices au pouvoir le jeudi 22 avril 2004, pour être transféré à la prison civile de Pétion-Ville.

Comme Chamblain avait été jugé coupable à deux reprises, d›abord pour sa participation présumée à l›assassinat d›Antoine Izméry, le 11 Septembre1993, et d›autre part pour son implication dans le massacre de Raboteau du 22 avril 1994, le gouvernement Alexandre/Latortue décidait d'organiser des assises criminelles spéciales pour juger à nouveau les condamnés par contumace. Les assises commencées le lundi 16 août 2004 prirent fin rapidement le 20 Août 2004. Le ministre de la Justice d'alors, de triste mémoire, Bernard Honorat Gousse avait indiqué à la presse que le président de la République pourrait pardonner Chamblain pour « ses grands services rendus à la Nation ». En effet, il le fut (Voir Haiti Observateur Vol 35 # 34, du 18au 25 Août 2004, page 2).

En fait, le journal Haiti Observateur lui-même s'interrogeait comme suit : ce procès sera-t-il le procès de la vérité ou celui de la réhabilitation d'un groupe d'hommes que le Premier ministre Latortue avait qualifié de « combattants de la Liberté ». On sait ce qu'il advint. Le 17 Août 2004, Chamblain était outrageusement acquitté de toutes ses charges ainsi que l'ex-capitaine Jackson Joanis.

Le retour de Chamblain sur la scène politique, à visière levée, n'est pas anodin. Loin s'en faut. Le retour de Jean-Claude Duvalier en Haïti, «l'élection» d'un pro-duvaliériste, promacoute, pro-escadron de la mort, au timon de l'Etat, l'appel de nombreux duvaliéristes «lourds» autour d'un président aux allures plus que cavalières et politiquement désinvoltes, ne peuvent que donner des ailes à Chamblain et l'encourager à manifester ses instincts anti-démocratiques dans une perspective de rétablissement des néfastes pratiques duvaliéro-macoutes pour servir les intérêts de l'empire.

Et comme toujours, pour cacher son habituelle participation occulte aux manœuvres de l'ombre de ses indigènes de service, le gouvernement des Etats-Unis par le truchement du porte-parole adjoint du Département d'Etat, Adam Erelli, a brillé par son hypocrisie en déclarant de façon pernicieuse : « *Les Etats-Unis sont concernés par l'acquittement le 17 Août 2004 de l'ancien dirigeant paramilitaire Louis Jodel Chamblain et de l'ancien responsable de la police Jackson Joanis (…) nous regrettons énormément la précipitation avec laquelle leurs cas ont été revus, entrainant des failles de procédures qui mettent en doute l'intégrité de la procédure* ».

La presse est prévenue, les journalistes sont avertis et devraient se préparer à démasquer et dénoncer les dinosaures qui veulent ramener le pays à la préhistoire macouto-duvaliériste.

Non à Garry Conille !

Par Yves Pierre-Louis

Le troisième Premier ministre désigné par le président Joseph Michel Martelly, le docteur, Garry Conille a fait le dépôt de ses pièces le jeudi 8 septembre 2011, au bureau de la Chambre des députés, de la 49e législature. Entretemps, les débats vont bon train dans les médias sur sa résidence, parce qu'il a quitté le pays depuis 7 ans pour se mettre au service de l'Organisation des Nations Unies. Dans les intervalles, un incident s'est produit deux (2) jours après le dépôt de ses pièces, le samedi 10 septembre, à l'hôtel Karibe Convention Center entre le Premier ministre désigné et les membres du cabinet du président Martelly.

Et alors, qu'est-ce qui était à la base de cet incident ? Selon les informations diffusées, le chef du cabinet de Martelly, Thierry Mayard Paul accompagné de la femme du président, Sophia Martelly, des conseillers du président dont Patrick Rouzier, tous flanqués d'un commando, ont débarqué à l'hôtel où le Premier ministre désigné participait à un Forum du secteur privé des affaires. On lui a intimé l'ordre de signer une lettre de démission non datée avant même sa ratification. C'est un truc politique éhonté, qu'on n'a jamais vu dans les annales de la pratique politique en Haïti, ou ailleurs. Cette lettre aurait permis au président Martelly d'obtenir la démission forcée de l'éventuel Premier ministre, Garry Conille le cas échéant.

Le Premier ministre désigné aurait catégoriquement refusé ce ténébreux forcing et aurait même considéré de préférence de se retirer du processus de ratification avant d'annuler la rencontre prévue avec le Forum. Suite à cette altercation, diverses sources ont fait état d'intenses communications téléphoniques avec les missions diplomatiques. D'après nos dernières informations le Premier ministre désigné s'était entretenu le même jour avec le président et la situation, semblerait-il, se serait normalisée. Le président aurait rassuré Conille que jamais la présidence n'avait pris la décision de lui faire signer une telle lettre ou un quelconque autre document, comme condition préalable à son accession à la Primature. De qui donc était cette malencontreuse, honteuse et pitoyable initiative ?

Thierry Mayard Paul et les autres conseillers de Martelly se sont-ils permis tout seuls de se laisser aller à une manœuvre aussi déshonorante et aberrante ? Si tel est le cas, des sanctions devraient être prises immédiatement contre les présumés imposteurs. Après l'incident du samedi au Karibe, aucun communiqué officiel n'a été émis pour expliquer ce qui s'était réellement passé. Certains critiquent toujours l'entourage de Martelly qui s'oppose au choix du président. Tel était aussi le cas pour les deux premiers candidats à la Primature.

D'un autre côté, la question relative à la résidence du candidat à la Primature ne cesse de soulever des polémiques au niveau du Parlement haïtien, de la classe politique traditionnelle et dans le milieu des hommes de la basoche. Certains évoquent à bon escient la constitution haïtienne de 1987 d'autres se réfèrent aux règlements des Nations Unies selon lesquels les fonctionnaires de cette organisation ne changeraient pas de résidence en s'expatriant. Donc entre les prescrits de la loi mère de la nation et les règlements



Garry Conille et Bill Clinton



Thierry Mayard Paul

d'une organisation mondiale lesquels devraient être appliqués dans l'étude des dossiers de Garry Conille.

De toutes évidence, la constitution haïtienne de 1987 est claire là-dessus : l'alinéa 5 de l'article 157 est ainsi libellé : « Résider dans le pays depuis cinq (5) années consécutives». Pourtant, durant les sept (7) dernières années, le Premier ministre désigné, Garry Conille n'était pas dans le pays, ce qui constitue un véritable obstacle à sa ratification. Sans doute le président Martelly a indiqué : « *Avant de désigner Monsieur Conille, j'ai consulté mon équipe juridique* », mais il n'a pas relevé le rôle joué par l'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton dans ce choix. Certains disent que c'est un choix imposé.

Dans la foulée, l'ancienne candidate à la présidence et professeure de droit constitutionnel, Mirlande Hyppolite Manigat a fait la différence entre un fonctionnaire des institutions internationales et un diplomate, et elle exige le respect de la loi mère de la nation : « *En ce qui concerne le respect des conditions énumérées à l'article 157, concernant la résidence, j'ai entendu avec beaucoup d'intérêts des déclarations faites par-ci par-là. Le statut du fonctionnaire international, ce n'est pas celui d'un diplomate, non plus le statut d'un Haïtien qui représente d'Haïti dans une organisation internationale. Eric Pierre par exemple, par deux fois avait été désigné pour être Premier ministre, il représentait Haïti à la Banque Interaméricaine de Développement (BID), donc il bénéficiait de ce qu'on appelle l'extraterritorialité dont bénéficient les diplomates. Le diplomate par définition, ne vit pas en Haïti, il représente son pays et bénéficie du principe d'extraterritorialité. Tandis que des Haïtiens qui travaillent dans des organisations internationales, NON. Ils n'ont pas le statut de diplomate et ne bénéficient pas du principe d'extraterritorialité* », a-t-elle expliqué.

Au niveau du Parlement, les opinions sont partagées, l'intérêt personnel semblerait l'emporter sur les intérêts supérieurs de la nation et les lois de la République. Le président du bloc majoritaire à la Chambre des députés, se dit prêt à accorder son vote au Premier ministre désigné. En se référant aux principes du droit international, il a précisé que Garry Conille peut demeurer au Niger, tout en résidant en Haïti, en sa qualité de haut fonctionnaire des Nations Unies, citant également un ensemble de conventions et de résolutions des Nations Unies en faveur du Premier ministre. Le président du Sénat, Rodolph Joazile de son côté a déclaré : « *Aujourd'hui, l'ambiance est plus ou moins décrispée et si monsieur Conille répond aux exigences constitutionnelles, je pense qu'il n'aura pas trop de difficultés à arriver à être ratifié au niveau du Sénat.* »

Le coordonnateur de la plateforme politique de l'INITE, majoritaire au Sénat et leader du groupe des 16, tombeur du deuxième Premier ministre désigné par Martelly, Bernard Gousse, a évoqué une possibilité de ratification de Garry Conille, s'il répond aux exigences constitutionnelles et les critères politiques, mais de toute façon les doutes et les suspicions restent très élevés.

Le sénateur des Nippes, Jean William Jeanty, pour sa part, ne cache pas sa position : Garry Conille ne répond pas au profil du Premier ministre recherché. « *Je ne peux pas dire que le Premier ministre désigné correspond au consensus que nous recherchions. Il ne correspond pas à ce qui a été discuté dans les différents secteurs, il ne correspond pas au profit du personnel qui faisait l'objet de consensus. Il est clair qu'il est un cheveu dans la soupe, donc il ne correspond pas du tout, en même temps il y a un ensemble de problème au niveau de son dossier. Ils disent qu'il ne réside pas en Haïti, depuis 2004, il ne travaille pas en Haïti.*

Suite à la page (15)

Du Dr Duvalier au Dr Conille, le grand saut macoute

Par Fanfan La Tulipe

Je commencerai la rubrique de cette semaine avec cette blague qui a circulé en Haïti lors de la mort de François Duvalier. Le dictateur venait juste de passer de vie à trépas. Personne n'y croyait, on se le racontait sous le boisseau. Vivant, le monstre inspirait la terreur. Mort, c'était le spectre du *vivi dan griyen* dans son cercueil qui faisait peur. A Port-au-Prince, un bossu, courbé depuis déjà plusieurs années, entend des *chwouichwouichwoui* à demi-voix autour de lui et s'inquiète. Il s'enquiert. On lui dit que Duvalier vient de rendre l'âme. Brusquement, miraculeusement, le bonhomme qui marchait courbé depuis des années se redresse, se tenant tout droit, jubilant. Mais, disciple de St. Thomas, il est quand même inquiet, et même sceptique. Il demande alors : mais qui a remplacé Duvalier ? Jean-Claude, lui répond-on. Et brusquement, il redevient bossu.

Ce même bossu a cru avoir une chance ces derniers temps. A part sa gibbosité, il arrive qu'il traîne péniblement de la jambe gauche depuis cette infâme attaque sur Cité Soleil en Juillet 2006, par les Casques bleus et la PNH, à l'instigation des gros bourgeois et de leur représentant, Bernard Gousse, dans le gouvernement de Gérard Latortue. Il suivait avec intérêt les noms des candidats que proposait Sweet Micky au Parlement pour le poste de Premier ministre. C'est dire aussi l'anxiété, la tremblade, qui s'est emparée du bonhomme lorsque Martelly a, de façon arrogante, jeté son dévolu sur Gousse. En apprenant le rejet assourdissant de ce dernier par «les 16», l'estropié reprenant, miraculeusement, l'usage normal de sa jambe a commencé à jubiler et même à courir. Mais Martelly veillait. Quand officiellement il annonça la désignation du duvaliériste coriace Conille comme Premier ministre, la nouvelle eut un effet paralysant sur notre handicapé qui, depuis, a recommencé à traîner de la jambe.

Alors, tenez-vous bien bossus et estropiés car j'ai des nouvelles pour vous. Laissons de côté le genre fiction et venons-en au réel que je ne peux chasser. C'est comme le naturel, il revient au galop. Et dehors j'entends des bruits de sabot et des hennissements. On me dit que c'est le président Martelly qui piaffe, gesticule, gueule, beugle, tonitrue, invective, tempête et annonce urbi et orbi qu'avec une majorité de 55 députés au Parlement il est sûr que son duvaliériste de poulain, le papadoco-macouto-jean-claudo Gary Conille, sera agréé par les élus du peuple et aura l'onction du saint chrême parlementaire. Hennira bien, qui hennira le dernier.

Je suis médecin, et à priori je ne devrais rien avoir contre les toubibs, contre la gente toubibite. Mais quand j'entends Dr Duvalier, quand je réalise que le Dr Conille est un héritier politico-médical de François Duvalier, *koubibit* ! là je m'emballe, je sens courir dans mes veines un violent sang anti-toubib. Car la transmission de chromosomes terrorisants de Duvalier à Conille fait peur. Et l'on sait – lois génétiques à l'appui – que lorsqu'un chromo «saute» une génération, il peut donner lieu à des mutations aux conséquences terribles. On en arrive à des situations cliniques bizarres, ainsi le syndrome de Smith-Magenis par exemple qui associe un visage caractéristique, un retard de développement, des troubles cognitifs et des anomalies du comportement.

En imaginant qu'un chromosome francisco-duvaliériste bien précis ait pu «sauter» la génération jean-claudiste, on peut se rendre compte que Martelly présente les manifestations d'une légère variante du Smith Magenis : visage caractéristique de bambocheur-jouisseur, *tèt kale savann boule*; retard de développement mental et, surtout, intellectuel; détérioration des processus mentaux de la mémoire (il oublie ce qu'il avait promis pendant la campagne électorale); du jugement (il désigne aux sénateurs pour Premier ministre un mec dont seize de ces parlementaires avaient souffert durant l'éphémère prestation ministérielle dudit mec); de la compréhension (il menace de dissoudre le parlement par décret présidentiel) ; et du raisonnement



Fiston Garry Conille a grandi à l'ombre des 3 R : Roger Lafontant, Rony Gilot et Robert Germain, traîtres à la grève des étudiants en 1960 et dont le profil génétique anormal se caractérisait par la présence du gène «Dt», caractéristique de la délation macoute

(incapacité de dialoguer rationnellement avec la presse).

Et il faut se rappeler que les anomalies chromosomiques naissent d'altérations multiples des gènes (portions des chromosomes) en combinaisons diverses : insertion, translocation, inversion, délétion, (et même délation). Et toutes ces combinaisons peuvent se faire sur un mode «équilibré ou «déséquilibré» selon le jargon chromosomo-génético-médical. Considérons le cas de Roro Nelson qui, à Saint Michel de l'Attalaye, s'amusait à tirer la veste du député Patrick Joseph pour le porter à *bat bravo* pour le président. C'est un cas typique de translocation déséquilibrée.

Scientifiquement parlant, il s'agit d'une translocation nelsonienne. Pour les profanes rappelons qu'une translocation est une aberration chromosomique par laquelle un segment de chromosome se détache et se fixe dans une autre position sur ce même chromosome. Il s'agit du segment P (P, pour perversion) qui a affecté toute la génération francisco-duvaliériste et qui n'a pas «sauté» la génération jean-claudiste. Dans la grande famille duvaliériste, c'est un segment constant, dominant, exprimé dans le profil politico-macouto-génétique des Ti Bobo, Bòs Pent, Zaccharie Delva et autres infirmes chromosomiques du duvaliérisme *sanmanman*. Nous ne nous étonnons pas de voir Roro, un jour, dans la belle tradition Ti Bòbòt, inviter les gens de son quartier à une grande prestation musicale dansante «gratuite» organisée chez lui. Et plus tard, *lò bal fini*, leur réclamer 100 dollars par tête de couillon, 50 par tête de couillonne, autrement *ti mari pap monte, ti mari pap desann.*

On dit parfois que quelqu'un «a ça dans le sang». C'est peut-être le cas pour le Dr Conille, mais je suis certain qu'il a «ça» surtout dans ses chromosomes. Il est le fils du Dr Serge Conille, un serviteur zélé de Papa Doc qui valorisait beaucoup plus son titre de VSN que celui de MD. Fiston Garry a grandi à l'ombre des 3 R : Roger Lafontant, Rony Gilot et Robert Germain, traîtres à la grève des étudiants en 1960 et dont le profil génétique anormal se caractérisait par la présence du gène «Dt», caractéristique de la délation macoute. On peut être quasiment certain que le Dr Garry Conille a hérité, par insertion, du gène (segment de chromosome) «P», le gène de la perversion qu'on retrouve parmi tous les membres de la famille duvaliéro-macoute, du docteur François guérisseur de pian au musicien dévergondé Sweet Micky en passant par les Didier Cédras, informateur à la Fac pour le régime franciscain, son frère assassin Raoul Cedras et tant d'autres affectés de tares génético-macoutes.

Quant à fiston doc Gary, on avait bien détecté chez lui des manifestations d'anomalie politico-macouto-génétique. En effet, Gary Conille, étudiant à la Faculté de médecine de Port-au-Prince fut dans les années 80 l'un des fers de lance d'un certain « Groupe 66 », un groupuscule d'étudiants moralement insignifiants où plastronnaient sans vergogne les rejetons des duvaliéristes, civils et militaires. Cette racaille porteuse du chromosome «P» s'opposait à la Fédération Nationale des Etudiants Haïtiens (FENEH). Bien plus tard, l'infirme chromosomique Gary allait traîner sa bosse dans les couloirs et bureaux des institutions internationales aux sigles ronflants tels que : UNDV (*United Nations Development Program*), UNDES (*United Nations Department of Economic and Social*), FNUAP (Fondation des Nations Unies pour la Population), sans oublier l'infâme USAID et le tentaculaire FMI. *Gwo non pou touye ti chen*.

Eventuellement, en beau duvaliériste retors et génétiquement infirme, le doc s'est faufilé jusqu'à mériter les faveurs et la confiance du grand imposteur et magouilleur Bill Clinton. Il est en passe de devenir le grand prêtre et l'âme damnée du néolibéralisme dur et pur pour continuer, à la tête d'un gouvernement néo-duvaliériste, à mystifier le peuple haïtien et vendre le pays au rabais, car il y aura toujours l'occasion pour faire de lui un larron.

Pauvre Haïti succombant sous le poids d'ONG qui n'ont pas fini de la décherpiller sous l'œil complice de dirigeants aux chromosomes crochus, tordus biscornus et mal foutus.

On n'a qu'à comparer à Cuba ce que la Révolution cubaine a réalisé en cinquante ans, dans d'atroces conditions d'un criminel embargo, pour se rendre compte comment tous ces organismes internationaux qui soutiennent nos indignes indigènes de service ont toujours nagé dans les eux glauques et puantes du grand bluff. Seule une très infime minorité de bureaucrates, des gratte-papier, des *chofe chèz*, à la solde de l'empire et *egare pou blan* continuent de bénéficier des avantages liés à leurs positions. Mais le peuple haïtien est encore très loin du compte.

Du Dr Duvalier au Dr Conille ce sera un grand saut macoute et le peuple haïtien doit se préparer à bien des *so kabrit*.

Nòt pou laprès Kolektif Aksyon Pou Defann Anplwaye Viktim

Komite Ekzekitif **Kolektif Aksyon pou Defann Anplwaye Viktim (KADAV),** pap kache di kijan yon flonn endiyasyon san parèy anvayi tout fon zantray li devan **ZAK KADEJAK** revòltan 5 Militè Malveyan, 5 Militè Kriminèl, 5 Militè Akimafe, 5 Militè Tololo, 5 Militè Gason Makomè, 5 Militè ki fè Alzaymè, 5 Militè Zakè, 5 Militè Grajè Kawòt, 5 Militè san Manman fè sou Ayisyen frè nou **Johnny Jean** nan Komin Pòsali nan depatman Sid peyi n Ayiti jou ki te 28 jiyè ki sot pase a.

KADAV ap fè tout moun alawonnbadè sonje 5 Militè **KADEJAKÈ** sa a yo fè pati de yon **GWO** Gang Kadejakè san Zantray ki soti nan peyi Irigwe pou vin fè lajan san gade dèyè epi defilfware ti gason kou ti fi nan peyi n Ayiti Toma devan dèyè san kè sote. Gwo Gang **KADEJAKÈ** Irigweyen sa a yo menm fè pati de yon **GWO GWO** Gang Asasen ak Kriminèl Entènasyonal san fwa ni lwa yo rele MINISTA ki gen pou Misyon fondamantal li pou l Volè, Vyole, Sasinen, fè **KADEJAK** sou piti Mas Popilè yo. Gwo gang yo rele Minista a li menm se pitit lejitim yon lòt **GWO GWO GWO** Gang Asasen, Kriminèl ak Kadejakè Entènasyonal yo rele **LONI**.

GWO GWO Gang yo rele **MINISTA** te prete palto **GWO GWO GWO** Gang yo rele LONI an pou l te mete talon bòt imilyasyon l sou figi souverènte peyi a depi mwa mas 2004 apre militè atoufè meriken ak militè zakè franse sou lòd Jòj Bouch ak Jak Chirak te fin fè yon Koudeta Kidnaping sou Prezidan Jean Bertrand Aristid kote yo te voye l al pase plis pase 7 lane nan kanpe lwen jis nan peyi Lafrik Disid. Men kòm Jhonny Jean se yon « Chimè » Gang Militè Akimafe sa a yo pa vle sasinnen l yo vyole l. Pou Gang ki rayi pitit Mas Popilè yo pa gen okenn mal nan sa. Kòm yo aprann Militè Minista rayi Prezidan Titid se paske yo panse Jhonny Jean se fanmi l ki fè yo fè krim sa a sou li.

KADAV tou pwofite lokazyon sa a pou l **KONDANE** ak tout **FÒS** li **ZAK KADEJAK** revòltan 5 Militè Malveyan, 5 Militè Kriminèl, 5 Militè Akimafe ki nan ki nan **GWO GWO** Gang Asasen, Kriminèl ak Kadejakè Entènasyonal yo rele MINISTA a fè sou Ayisyen frè nou **Johnny Jean**. Se vre **KADAV** konnen aklè Militè Loni ak Kriminèl san fwa ni lwa se 50 kòb ak mwatye yon goud, paske vrè wòl Militè Kriminèl san fwa ni lwa sa a yo se detwi lavi kretyen vivan tout kote yo pase pou pwoteje enterè gwo peyi enperyalis yo ak de twa ti grenn boujwa Afranchi patripòch ak kontrebandye dlo pote vin monte tant yo nan peyi nou Ayiti Toma.

Se vre **KADAV** konnen aklè Militè Loni ak Anjandre se Marasa paske vrè wòl yo se fè Ekzaksyon ak Kadejak sou pitit mas pèp yo nan tout peyi kote yo pase, san kè yo pa sote. Nan sikonstans dlo nan je ak doulè anba ti vant sa a nan kòd fanmi Ayisyen frè nou **Johnny Jean** an, **KADAV** pwofite voye tout senpati l bay tout frè n ak sè n yo ki viktim tout kalte zak malonèt anba grif Militè Zagoloray ki nan **GWO GWO** Gang Kriminèl a Zèpòlèt sa a yo yo rele **MINISTA** a. **GWO GWO** Gang Kriminèl a Zèpòlèt yo rele **MINISTA** a se yon Replik **Tè Tranble** 29 fevriye 2004 la ki gen ti non jwèt li **GNB. Katastwòf** san **Parèy** yo **rele GNB** a se Mouche Leblan Meriken ak Franse nan tèt kole ak Tchoul ak Restavèk yo pa bò isit ki te degize ak mas 184, Konvèjans, Sosyete Sivil, Entèlektyèl ak Atis sanzave yo mete sou pye e ki te gen pou misyon espesyal pou lage peyi n Ayiti nan Katchoumbombe destabilizasyon san parèy kote l plonje jis jounen jodi a.

KADAV pap pèdi tan l pou l mete yon gout dlo kraponnay nan kwen bouch li pou l denonse gwoup Politisyen Konvèjans, Sosyete Sivil Dekovil, Gang Afranchi ak Kontrebandye ki nan 184 la, Entèlektyèl ak Atis Abolotcho Kolektif Non ak Medya ANMH ki te konn ap JAPE nan lari pou chante « Vle pa vle fò l ale ». Yo menm tou yo fè **KADEJAK** sou **Jhonny Jean**. Propriyetè boutik defansè dwa moun ki te konn pwofite de destabilizasyon an pou yo fè gwo lajan nan joure pitit mas Popilè yo Chimè, Bandi, Kokorat, Rat pa Kaka, yo menm tou yo fè KADEJAK sou **Jhonny Jean**.

Devan **ZAK KADEJAK** san parèy sa a Gang Militè **MALFÈKTÈ** MINISTA a yo fè sou Ayisyen frè n **Johnny Jean an, KADAV** di asasen Militè Atoufè, Militè Akimafe yo ki fè pati **GWO GWO** Gang yo rele MINISTA a yo vin imilye Souverènte peyi a detan yo fè n kado **MERA KOLERA** epi fè **ZAK KADEJAK** lè yo vle jan yo vle kote yo vle sou pitit fi n ak pitit gason n nan mas popilè yo ?

Devan **ZAK KADEJAK** san parèy sa a Gang Militè AKIMAFE MINISTA a yo fè sou Ayisyen frè n **Johnny Jean, KADAV** ap mande tèt li kote, tout kolektif zentèlektyèl makrèl ak atis komokyèl yo te rele Kolektif Non yo ki te pwograme tankou yon kasèt pou JAPE nan dèyè « Chimè » ak « Rat pa Kaka » pou yo ka montre mouche Leblan kouman yo se Bon Tchoul pase ?

Devan **ZAK KADEJAK** san parèy sa a Gang Militè Akimafe ki nan Gang Minista a fè sou Ayisyen frè nou **Jhonny Jean** an, **KADAV** ap fè sonje tout **Gwo** Gang Opòtinis sa a yo ki te met ansanm pou fè **KATASTWÒF** san parèy yo rele **GNB** a responsab paske yo te patisipe djanm sou djanm nan Operasyon Destabilizasyon peyi n Ayiti nan lane 2002, 2003 ak 2004. E, se ekzakteman destabilizsyon sa a ki fè jounen jodi a militè atoufè sanginè Minista pote boure vin kale kò yo fè postè pa bò isit kote yo touye, vòlè, vyole, kraze brize, lè yo vle, jan yo vle, kote yo vle san kè sote. E, se militè zakè Minista Nepalè malè sa a yo ki debake kagezon **MERA KOLERA** nan tout rivyè Mibalè e ki fin simaye nan tout rakwen jis byen lwen nan peyi n Ayiti.

KADAV nan non Pèp Ayisyen an epi tout moun ki gen yon ti lòsyè zantray ap mande Mouche Bann Ki Moun sispann voye Salopri, Malè, Anjandre, Pwazon Vyolan ak Atoufè yo rele Militè Akimafe Irigweyen sa a yo ban nou paske yo vin fè zak **KADEJAK** sou frè n ak sè n ak pitit nou**.**

Pou **KADAV,** si nan peyi Irigwe lè 5 Militè Atoufè ki soufri Alzaymè Akimafe fè Zak **KADEJAK** sou yon ti gason 18 lane se yon bèl metye, nan peyi n Ayiti se yon zak lamoral kondane san di pètèt. Pou **KADAV,** Militè Minista ak **MERA KOLERA,** se **Marasa** paske toulede detwi lavi. Pou **KADAV** Militè Minista ak **Espektak KADEJAK,** menm jan l toujou fè sa a kondane tout zak **SASINAY** tout zak **KADEJAK** ak tout lòt kalte Zak **BRIGANDAY** Militè Minista ap fè sou **pitit Mas Popilè** yo.

JISTIS, REPARASYON ak DEDOMAJMAN, se sa **KADAV** reklame ak tout fòs li pou tout frè n ak sè n ki mouri nan **MERA KOLERA Militè MINISTA Nepalè** pote vin anpwazonnen lavi nou. **JISTIS, RPARASYON ak DEDOMAJMAN,** se sa **KADAV** reklame ak tout fòs li pou tout frè n ak sè n ki viktim zak **KADEJAK** anba Grif **KADEJAKÈ Entènasyonal** yo rele Sòlda Minista a yo. **KADAV** ki pa janm nan benyen kache twou lonbrik ap fè Mas Popilè yo sonje yo pa dwe neglije okenn mwayen pou yo defann tèt yo kont Militè Sanginè, Atoufè KADEJAKÈ yo rele MINISTA a yo.

KADAV ap di Ayibobo pou tout Oganizasyon konsekan ki pa bay Gang Kriminèl Entènasyonal yo rele MINISTA a yo legen

KADAV ap di Ayibobo pou tout Kanmarad Konsekan k ap pran tout dispozisyon pou Sispann kite Sòlda MINISTA a pote Lakwa KADEJAK vin plante nan devan pitit fi yo ou nan Dèyè pitit Gason yo.

ABA tout Militè Minista k ap fè KADEJAK sou piti Mas Popilè yo !

ABA tout ONG Pèpè k ap lage Kolera Divizyon nan mitan Ayisyen !

ABA Militè Minista KADEJAKÈ !

Viv Lit Mas Popilè yo pou yon Lavi Miyò a !

Viv Lit pèp Ayisyen an pou l viv nan Sante nan Diyite ak nan Fratènite ak Souverènte !

Jistis pou Ayisyen frè nou Jhonny JEAN.

Pou Komite a : **J. Fatal Piard : Kòdonatè Jeneral ak James DORVIL : Kòdonatè Annapre**

Pòtoprens jou ki 5 septanm 2011 lan

Kolektif Mobilizasyon Pou Dedomaje Viktim Kolera yo Operasyon deboulonnen MINISTA Kolera Kadejakè

Noumenm òganizasyon nan mouvman sosyal popilè a, ki regwoupe andedan Kolektif Mobilizasyon Pou Dedomaje Viktim Kolera yo, n ap bay konferans pou laprès sa a pou nou denonse zak krimièl MINISTA kontinye ap fè nan peyi a epi pou nou anonse yon seri aktivite n ap fè kont okipasyon an. Pou mande jistis ak reparasyon pou tout moun ki viktim zak kriminèl MINISTA yo, an patikilye viktim Kolera, represyon ak Kadejak. Kolektif la lanse yon mobilizasyon ki pote non: “Operasyon Deboulonnen MINISTA Kolera Kadejakè”. Nan kad operasyon sa a, Kolektif la konte lanse yon ansanm aktivite tankou: petisyon, aksyon an repasyon sivil kont MINISTA, manifestasyon epi tribinal popilè pou jije MINISTA ak moun k ap sipòte l yo.

Nasyonzini prevwa nan bidjè li, 50 mil dola vèt plis lòt frè, pou chak moun ki viktim anba zak fòs okipasyon yo, nan tout peyi kote yo ye sou latè. Men, otorite yo pa vle popilasyon an konn sa. Pandan n ap prepare pou n al pote plent kont fòs okipasyon kolera kadejakè yo, n ap kontinye mobilize pou nou fòse Nasyonzini repare tout viktim yo. N ap mobilize pou nou mande palman an pou li pran yon rezolisyon pou fòse pouvwa anplas la pa renouvle manda MINISTA epi pran dispozisyon pou fòs okipasyon kadejakè a pati kite peyi a san pèditan.

Se pou tout rezon sa yo, nou mande tout popilasyon an, an patikilye : travayè laprès, ouvriye, peyizan, timachann, etidyan, pwofesè, elèv lekòl, jenn fanm ak jenn gason nan katye popilè yo, pote kole nan yon manifestasyon n ap fè mèkredi 14 sektanm nan pou nou mande MINISTA rache manyòk li epi pou nou mande jistis ak reparasyon pou viktim yo. Manifestasyon sa a ap rasanble nan Fònasyonal a 9vè tapan nan maten. Pakou manifestasyon an se: Fò Nasyonal, Sanfil, Kafou Peyan, Ri Senmaten Pwolonje, Ri Doktè Obri, Pèpetyèl, Ri Montalè, Lali, premye enpas Lavo, Bwavèna, Avni Mayi, Channmas.

Pou Kolektif la: Salvatory ST VICTOR ak Frantz Junior MATHIEU

(Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo, Batay Ouvriye, MODEP, Bri Kouri Nouvèl Gaye, MOLEGHAF, PEVEP, KRD, AVS, CHANDEL, DOP, GREPS, Sèk Gramsci, Debats-Jeunes)

Michel Marthelly ou le retour en force du duvaliérisme et du jean-claudisme

(Pourquoi dire " Non " à Garry Conille)



Le macoute Roger Lafontant, ministre de l'Intérieur et de la Défense nationale



Serge Conille, ministre de l'Information de Jean-Claude Duvalier

Par Elizabeth Sévère

Sweet Micky Marthelly est vraiment un président "*tèt kale*". Il est un vrai fidèle du duvaliérisme et du jean-claudisme. Sur trois citoyens choisis pour remplir le rôle de Premier ministre, trois sont fils d'anciens tontons macoutes brutaux et radicaux: Daniel Gérard Rouzier, Bernard Henri Gousse et maintenant, il veut nous faire avaler la pilule couleur gros bleu et rose, en la personne de Gary Conille. Dans son entourage, on ne compte que des anciens tontons macoutes ou fils de tontons macoutes (Thierry Mayard Paul, Daniel Supplice, etc.). Parmi ses conseillers, on ne compte que des duvaliéristes et des jean-claudistes, y compris François Nicolas Jean-Claude Duvalier II, le fils aîné de Jean-Claude Baby Doc Duvalier, l'un des grands criminels de l'histoire nationale, ainsi que son père, le monstre François Papa Doc Duvalier.

Une question: Pourquoi Micky Martelly s'obstine-t-il à faire revivre coûte que coûte à la nation les 29 ans de terreur du régime de François et de Jean-Claude Duvalier? Le fait de s'opposer au retour du macoutisme ne signifie nullement qu'on ne donne pas une chance à " Son Excellence Sweet Micky" ni qu'on manifeste un désir ardent de le critiquer sans raison. Les faits sont là. On ne doit pas avoir peur de dénoncer les dérives et les instincts macoutes de l'homme avec qui on " doit faire pendant cinq ans". Nous savons qu'il a été élu pour remplir un mandat de cinq ans. Mais on doit saisir le taureau par les cornes pour qu'il ne nous enlise pas dans une papadocratie qui sera sans aucun doute néfaste au pays. Il choisit des macoutes comme ses conseillers, il a déjà son " Clément Barbot" et son "Luc Désir", en la personne de Roro Nelson et de Pras Michel. Le mercredi 31 août dernier, à Saint Michel de l'Attalaye, Roro Nelson, en bon Zacharie Delva, a agressé le député Patrick Joseph de la circonscription Marmelade/St-Michel de l›Atalaye parce qu'il ne voulait pas crier Vive Martelly.

Le fait que Sweet Micky ait jeté son dévolu sur le fils de trois anciens ministres-macoutes de Jean-Claude Duvalier, tous des duvaliéristes de la première heure, est-ce une simple coïncidence? La presse haïtienne, en particulier Le Nouvelliste, organe du sweet-mickisme a traité légèrement le fait que le choix de Micky Marthelly se soit porté sur trois rejetons de tonton macoutes: Daniel Gérard Rouzier, Bernard Honorat Gousse et maintenant Garry Conille. C'est grave que ces trois gars soient fils d'anciens ministres du dictateur Jean-Claude Duvalier, mais c'est plus coriace quand ces trois anciens ministres furent des tontons macoutes purs et durs.

Dans les colonnes d'Haiti Liberté du 17-23 août 2011, Kim Ives, parlant de Daniel Gérard Rouzier, a écrit: *«Nous appelions son père l'Ayatollah Rouzier," a dit Duval, une ancienne étoile du football qui a passé presque un an et demi dans l'une des prisons les plus infâmes de Duvalier, Fort-Dimanche.* C'est en effet Gérard Raoul Rouzier qui, en 1976, en bon tonton macoute ministre de la Jeunsesse et des Sports, avait interdit *Pèlin Tèt* (de Frankétienne).

Qu'en est-il de Bernard Honorat Gousse? Des deux côtés, le sang macoutique coule à flots dans ses veines. Il est le descendant de macoute tant du côté maternel que du côté paternel. Qui peut oublier les frères Jean-Jacques et Lamartinière Honorat, des tontons macoutes patentés ? Jean-Jacques Honorat a été le premier Premier ministre du pays après le coup d'état sanglant du 30 septembre 1991 contre le président Aristide, coup d'état sanglant qu'avait ouvertement cautionné Michel Joseph Marthelly. Pierre Gousse, le père de Bernard Honorat Gousse, est celui qui, vers le milieu des années 1970, flattait sans retenue Jean-Claude Duvalier, celui qui avait muselé la liberté d'expression en Haïti, alors ministre de l'Information et de la Coordination (ou de la désinformation) de Baby Doc. A cette époque, Papa Gousse luttait contre la politique des droits de l'homme mise en place par Jimmy Carter. Il fut éventuellement remplacé par Jean N. Narcisse, un autre flatteur de première classe.

Bien que Bernard Gousse, ministre de l'injustice et de l'insécurité publique en 2004 sous le gouvernement de Gérard Latortue, voit rouge (ou gros bleu ou rose) quand on l'associe au régime des Duvalier, il ne peut changer l'histoire: son père était un macoute lourd. Puisque " pitit tig se tig", donc Bernard Gousse n'aurait pas dû se montrer arrogant lorsque le journal Le Matin lui rappelait le passé macoute de son père. Ne faisait-il pas partie de la clique de jouisseurs des Duvalier? Devenu un homme politique public, Bernard Gousse a prouvé son héritage macoute: en allant arrêter des citoyens chez eux sans mandat (Jocelerme Privert l'a dit) et en blanchissant un criminel notoire comme Jodel Chamblain.

Dans les colonnes du journal Le matin du 15 juillet 2011, Bernard Gousse parle de l'arrestation de ses oncles Lamartinière et Jacques Honorat. Cet " éminent juriste" a-t-il oublié que le régime dictatorial des Duvalier punissait souvent certains de ses serviteurs, mais les exécutait très rarement au Fort Dimanche. C'est Lamartinière Honorat qui fut le premier chef de cabinet de Papa Doc. D'ailleurs, même devenu vieux, Mama est resté le même flatteur, le même duvaliériste de ses 40 ans. En effet, en juillet dernier, Mama Honorat, en bon flatteur, était bien présent lors de la célébration des 60 ans de Jean-Claude Duvalier, apportant jouets et bonbons à Baby Doc, l'un des plus violents dictateurs de notre histoire, avec son père. (Etes-vous d'accord avec moi Daniel Gerard Rouzier, vous qui avez dit autant d'Aristide?).

Quant à Serge Conille, père de Gary Conille, n'en parlons pas. C'est un vrai fils de François Duvalier. Au bas de sa signature, au lieu de mettre "MD" (car il est médecin) comme titre professionnel, Serge Conille choisissait plutôt " VSN" – Volontaire de la Securite Nationale, milice des Duvalier. Donc,

Suite à la page (16)

De nouvelles nominations dans l'administration publique



Les dix nouveaux délégués départementaux de Martelly

Par Yves Pierre-Louis

Par arrêté présidentiel pris au Palais national, le mardi 6 septembre 2011, le président Michel Joseph Martelly a procédé à l'installation de dix (10) nouveaux délégués départementaux : dans le Sud, Gabriel Fortuné, ancien député et sénateur représente la présidence ; Gonzague Day, le fils de l'ancien préfet de Port-au-Prince sous la dictature de Jean Claude Duvalier, Edner Day qui habitait au Bel Air, est nommé délégué de l'Ouest de Martelly. Dans les Nippes, Martelly a porté son choix sur un ex-guitariste de son groupe Compas Direct, Alex Tropnas. Pour l'Artibonite, Jean Michel Auguste, contesté par la population. Selon des habitants des Gonaïves, le nouveau délégué départemental de Martelly a quitté Gonaïves depuis la chute de la dictature des Duvalier en 1986. Malgré toutes les catastrophes qui ont frappé la ville, on n'entendait pas parler de ce monsieur. Et alors, maintenant, qu'il est nommé délégué, les Gonaïviens critiquent le choix de Martelly. Dans la Grand'Anse, Martelly a jeté son dévolu sur Norman Wiener. Dans le Nord, Martelly est représenté par Yvon Alténon, dans le Nord-Est par Hugo Charles, dans le Sud'Est par Pierre Michel Lafontant, dans le Nord-Ouest par Emmanuel Rémy et dans le Centre par Georges Garnier.

Dans la foulée, contrairement à l'article 142 de la Constitution de 1987 qui stipule : « Par arrêté pris en Conseil des ministres, le président de la République nomme des directeurs généraux de l'administration publique, les délégués et vice-délégués des départements et arrondissements. Il nomme également, après approbation du Sénat, les conseils d'administration des organismes autonomes. »

Le 2 Septembre 2011, le président Martelly, sans un gouvernement régulièrement installé, commence à procéder à de nouvelles nominations dans l'administration publique. Yves Germain est nommé directeur général au Centre National des Equipements (CNE), il remplace à ce poste l'ancien candidat à la présidence, Jude Célestin. Jean Marie Guillaume devient le nouveau directeur général Conseil National des Télécommunications (CONATEL). Jean Marc Flambert est nommé directeur général de l'Office National de l'Aviation Civile (OFNAC). Il est l'un des responsables du staff de Tortug'air, une ligne aérienne qui assure le transport interrégional dans le pays, dont les principaux actionnaires sont Reynold Dibbs de lait Bongù et les frères Mayard Paul, proches de Martelly. Selon les informations obtenues de bonnes sources, Tortug'air doit depuis des années à l'OFNAC la somme de 1.400,000 dollars US pour frais de contrôle aérien, route, charge etc. Wyclef Jean est reconduit comme ambassadeur itinérant de Martelly, poste occupé depuis 4 ans sous l'administration de René Préval, n'est-ce pas là la continuité monsieur, le président ?

Bill Clinton, le nouveau pro-consul d'Haiti

Par Joël Léon

« Qui n'aime pas sa patrie, n'aime rien et personne ne le doit aimer »
Louis Joseph Janvier

Aubelin Jolicoeur, ancien journaliste de l'hebdomadaire « Petit samedi soir », s'était fait la réputation d'un faiseur agressif de gouvernement en Haïti. Le cas le plus patant fut celui de Marc Bazin. Ce dernier n'était pas bien perçu dans certains cercles militaires comme chef de gouvernement, plus précisément par le major putschiste et criminel, Michel François, l'ancien homme fort du régime militaire. Il aura fallu l'intervention opportune d'Aubelin


Bill Clinton

Jolicoeur pour porter les réfractaires à accepter Marc Bazin comme Premier ministre.

Si le coup d'état de 1991 a eu lieu sous l'administration de George Bush père, la gestion du coup fut pourtant assurée par l'administration de Bill Clinton, fraîchement établie à la Maison Blanche. Tout au long de sa campagne présidentielle de 1992, l'ancien gouverneur d'Arkansas avait clairement promis de retourner la démocratie en Haïti, symbolisée par le président Jean B. Aristide. Ce qui fut fait le 15 octobre 1994. Mais avec plus de 20.000 troupes militaires pour un pays qui ne comptait pas plus de 6000 soldats mal équipés et mal nourris. Depuis lors, le

Suite à la page (12)

Conseil Consultatif : autre instrument de domination !


De gauche à droite : ci-dessus Michel Joseph Martelly et Laurent Lamothe, ci-dessous Wyclef Jean et Bill Clinton

Par Yves Pierre-Louis

L'arrivée du président Michel Joseph Martelly à la tête du pays favorise le renforcement de la domination de l'impérialisme étasunien sur Haïti. Apres l'échec total de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) créée par l'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton, et dénoncée par plus d'un comme étant un instrument de domination qui devrait être dissoute, le président Martelly vient de créer un autre instrument de domination, le Conseil Consultatif pour le Développement Economique et les Investissements dirigé par l'ex-président Bill Clinton.

Ce Conseil réunira plus de trente (30) personnalités dans le monde dont les anciens chefs d'Etat et de gouvernements étrangers, des investisseurs et des hommes d'affaires, et son mandat durera 5 ans.

Selon Bill Clinton, ce Conseil a une double mission : « Il y a deux missions pour ce Conseil, d'abord, on doit conseiller le président de la République et les présidents des deux Chambres de ce que nous pensons important comme différence et comme changements à apporter pour qu'Haïti participe au monde des affaires ; et, deuxièmement pour pouvoir attirer des investissements ici, en Haïti, pour pouvoir attirer les capitaux et créer des emplois durables et véritables. Bientôt nous allons rencontrer à New-York la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et nous allons avoir encore d'autres réunions pour attirer davantage d'investissements en Haïti. » a-t-il indiqué.

Ce projet mûrissait, semble-t-il, dans la tête de Clinton depuis bien avant son arrivée en Haïti comme envoyé spécial du Secrétaire général des Nations-Unies, avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Il a profité de l'arrivée de Martelly pour le concrétiser finalement : « Quand je suis venu en Haïti pour les Nations Unies, avant le séisme, c'est cela que je voulais faire pour aider l'économie à grandir et à se diversifier. Je félicite le président (Martelly) pour la création de ce groupe et les personnalités importantes et impressionnantes qui en sont membres. Le travail du comité est très important, parce qu'il met ensemble les membres du gouvernement, les membres des secteurs internationaux et à la fin, ce sera au gouvernement de prendre ce travail. Ce Conseil a pour mission de faire quelque chose qui va durer très longtemps, donner l'opportunité aux Haïtiens de participer dans une communauté internationale et permettre aux talents haïtiens d'être au service de l'économie mondiale et de pouvoir, non seulement être compétitifs, mais également de pouvoir être formés selon leurs compétences », a déclaré Bill Clinton, lors de la cérémonie inaugurale de ce Conseil, le jeudi 8 Septembre 2011, au Palais National.

A cette occasion le président haïtien, Michel Joseph Martelly qui a matérialisé le rêve de Bill Clinton eut à déclarer : « Cette nouvelle instance est appelée à développer des stratégies novatrices pour attirer des investisseurs directs de l'étranger en Haïti. Des textes légaux et réglementaires seront adoptés afin de garantir et d'accorder toutes les facilités aux investisseurs.

L'Etat et les Collectivités Territoriales entreprendront tous les travaux, susceptibles d'améliorer l'attraction en Haïti, comme centre d'investissement. Nous sommes conscients des retards que le pays a accumulés par rapport à ses amis sur le chemin de l'investissement. C'est pourquoi, j'ai voulu mettre tout en œuvre pour bâtir une économie haïtienne dynamique, génératrice de croissance et créatrice d'emplois. Le Conseil Consultatif avec les personnalités qui le composent, est un excellent outil devant contribuer à améliorer l'image du pays à l'étranger et faire d'Haïti le haut-lieu de l'investissement direct étranger. ».

Le Conseil Consultatif est coprésidé par l'ex-président des Etats Unis, actuel coprésident de la CIRH et envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU en Haïti. Il est assisté du conseiller spécial de Martelly, Laurent Lamothe, lui également le représentant de Martelly à la CIRH. Sur la liste des membres figurent le responsable de la mise en place de ce projet, Paulson Philippe-Pierre; le porte-parole du Conseil, Edwin Phanord; l'ambassadeur itinérant de Martelly, Wyclef Jean ; l'envoyée spéciale de l'UNESCO pour

Suite à la page (16)

ONU : Quel Avenir pour la MINUSTAH ?



Les forces d'occupation de l'ONU, commandées par le Brésil comptent actuellement 13,331 militaires et policiers, provenant de 18 pays

Par Yves Pierre-Louis

Suite aux actes criminels commis par les soldats des Nations Unies à Port-Salut, et qui soulèvent la grogne partout dans le monde, le départ des casques bleus de l'ONU devrait paraître de plus en plus imminent. Des voix s'élèvent d'un peu partout pour condamner la conduite ignoble des militaires de la Minustah en Haïti et exigent son départ le plus vite possible. Dans cette perspective, les ministres de la défense et des Affaires étrangères des pays de l'Union des Nations Sud-américains (UNASUR) ayant des soldats en Haïti, le Brésil, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Guatemala, le Paraguay, le Pérou, la Bolivie et l'Equateur se sont réunis à Montevideo en Uruguay, le jeudi 8 Septembre dernier pour discuter du retrait des forces de l'ONU.

A l'issue de la réunion, ils se sont entendus pour soumettre une proposition de retrait de 15% seulement des effectifs de la MINUSTAH au Conseil de Sécurité de l'ONU. « Une stratégie de retrait graduel de la composante militaire », a-t-on indiqué. Le ministre de la défense du Brésil, Celso Amorim a demandé lors de cette réunion une diminution de 15% des effectifs des forces d'occupation de l'ONU en Haïti. Cette demande vise à remettre aux Haïtiens la responsabilité de la sécurité de leur pays. Il a affirmé que le Brésil négociait avec les Nations Unies pour amorcer le retrait, parce que le maintien des troupes en Haïti ne serait pas profitable pour Haïti dans le long terme.

Quant au nouveau chef civil de la Minustah, Mariano Fernandez, il a indiqué qu'il transmettrait la demande au Conseil de Sécurité de l'ONU pour les suites nécessaires. Le 6 Septembre dernier, le président Uruguayen, José Mujica a officiellement présenté ses excuses publiques à la jeune victime du Port Salut et à l'héroïque peuple haïtien. « Je partage votre tristesse que je ressens comme la mienne », a dit le président, tout en soulignant que les dommages sont irréparables. Il promet l'application stricte de la loi et que les peines maximales seront infligées contre les auteurs de cet acte.

En Haïti, les actes immoraux et criminels des soldats de l'ONU ont soulevé la conscience nationale. Les réactions ne cessent de se faire sentir. Des débats dans les médias demandent aux autorités de prendre leurs responsabilités et aux citoyens de se mobiliser contre la présence des occupants. Au Sénat de la République, le sénateur Kely C. Bastien a fait savoir que le Parlement travaille sur une proposition de résolution pour demander le retrait des troupes onusiennes d'Haïti qui ont causé trop de tort au peuple haïtien. Déjà une manifestation dirigée contre les forces d'occupation de l'ONU a réuni des centaines de personnes à Port-Salut, le lundi 5 septembre 2011. D'autres manifestations sont prévues pour le mercredi 14 septembre à Port-au-Prince pour exiger le départ immédiat de la MINUSTAH. Les soldats de la MINUSTAH n'ont rien à faire, ils s'amusent à commettre des actes de violences sexuelles sur les adolescents des deux sexes. Depuis des années, les soldats de l'ONU se livrent à des actes de violences systématiques dont certains ont entraîné la mort d'Haïtiens.

Présentes en Haïti depuis juin 2004, suite à un coup d'Etat-kidnapping contre un président démocratiquement élu, le président Jean Bertrand Aristide, les forces d'occupation de l'ONU, commandées par le Brésil comptent actuellement 13,331 militaires et policiers, provenant de 18 pays, dont la majorité des effectifs proviennent des pays de l'Amérique latine, entre autres : le Brésil, l'argentine, le Chili, l'Uruguay, le Guatemala, le Paraguay, le Pérou, la Bolivie et l'Equateur. Politiquement, elles sont dominées par les Etats-Unis, dans le but de maintenir Haïti sous sa domination.

Parallèlement, les Etats-Unis imposent leur volonté par la présence de l'ex-président Bill Clinton présent dans d'autres instruments de domination et d'exploitation comme la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), le Conseil Consultatif présidentiel pour le développement économique et les investissements, récemment créé par le président Martelly, la désignation de Garry Conille comme Premier ministre. Pendant que le peuple haïtien exige le départ des occupants, les Etats-Unis profitent de l'incapacité et de l'incompétence du président Michel Joseph Martelly pour renforcer leur domination sur Haïti.

Human Rights Watch Documents World's Failure to Protect Women and Girls in Haiti

By Roger Annis

Human Rights Watch has issued a disturbing study on the conditions for women and girls in post-earthquake Haiti. The 78-page report titled "**Nobody Remembers Us**" looks at the conditions of life for women and girls in Haiti since Jan. 12, 2010. It was published on Aug. 30, 2011.

In a *Los Angles Times* article reporting on the study, Terry Wilkinson writes, "*Nearly 20 months after Haiti's devastating earthquake, women and girls have been badly neglected in recovery efforts, subjected to sexual violence and left without access to obstetric care even as they give birth to scores of babies in squalid tent cities, human rights activists say.*"

Among the findings of the report are the following:

• At the time of the earthquake, there were approximately 63,000 pregnant women and 114,000 lactating mothers among the 3 million people directly affected.

• Half of the women giving birth are doing so without medical assistance, often in unsafe and unsanitary conditions.

• Based on the study's interviews, many women survivors in the camps are engaging in sex to obtain food or other basic necessities. The study uses the term "*survival sex*" to describe this reality.

• Teenagers in the survivor camps are particularly vulnerable to sexual violence or to unplanned pregnancy due to the absence of security and the weakening of traditional forms of family and societal protection.

• An October, 2010 study cited in the report found a 12% pregnancy rate in the camps, three times the average urban rate prior to the earthquake. Two thirds of those pregnancies were unplanned and unwanted.

• Many women and girls told *Human Rights Watch* researchers that there is no family planning information in the camps where they reside.

"*It is inconceivable that, 18 months after the quake, with so much money pledged ... that women and girls are giving birth in muddy tents,*" Amanda Klasing, the report's main author and a fellow in the group's women's rights division, told the *LA Times* in a telephone interview from Port-au-Prince.

The report cites an October 2010 study that reported only 20% of some 1,300 displaced persons camps existing at that time had any sort of health facility on site. Today, the number of camps is 1,000, but medical services in them are equally scarce.

The report explains, "*of $5.3 billion pledged by international donors after the quake, $258 million was dedicated to healthcare — of which only $118.4 million has been disbursed.*" These figures describe the spending of international governments and UN agencies; figures for NGOs delivering health care are in a different category of aid funding and are much higher.

What the low figures reveal is how little aid funding has been directed to Haiti's enfeebled public health care system, and how little that system figures into reconstruction planning. An essay in Dr. Paul Farmer's recently-published book "**Haiti After The Earthquake**" describes the serious consequences of this for Haiti's largest public hospital, the General Hospital in Port au Prince.



The Executive Director of *Human Rights Watch*, Kenneth Roth, was interviewed on CBC Radio One's *As It Happens* on Aug. 30, the day the report was published. It was the lead story that day on *AIH*.

Unfortunately, the interview focused on one aspect of the *Human Rights Watch* report, namely, the phenomenon that many women, including pregnant women, are not accessing free medical care potentially available to them because they cannot afford the cost of transportation. The listener was left with impression that if only the transportation issue were solved, the medical crisis could be greatly alleviated. But the HRW report makes clear that medical services overall are seriously lacking in Haiti. Neither Mr. Roth nor the CBC interviewer explained this important nuance. You can listen to the interview at http://bit.ly/papzJ1

The report is sweeping in its scope, notably in touching on the years 2004-2006. This was the two-year period of foreign-appointed governance following the elected government's overthrow in February 2004 by Haitian paramilitaries enjoying essential backing from the U.S., Canada, and Europe. During this time, every national and local institution was weakened or shattered.

The report makes troubling revelations of the consequences for women during this time, including:

• USAID wrote in a 2008 report that the most fundamental determinants of poor health for women in Haiti were "*extreme poverty, poor governance, societal collapse , infrastructural insufficiency and food insecurity.*" This is, unwittingly, an apt description of the consequences of the 2004 coup.

• During 2005-06, less than 25% of births took place in a health facility.

• The maternal death rate during these same two years rose to 630 per 100,000 live births, compared to 523 during the years 1993 to 2000.

• As documented by the 2006 **Kolbe/Hudson report**, "*widespread and systematic rape and other sexual violence against girls*" marked the 2004-06 period.

In the interview on *As It Happens*, Mr. Roth said that, "*Canada is the foremost donor when it comes to maternal health care (in Haiti).*" That is doubtful. The largest providers of medical care for women in Haiti, in association with the Ministry of Public Health, are Partners In Health, the Cuban government, and Doctors Without Borders.

But Mr. Roth's assertion is a good occasion for Canadians to inquire what, exactly, their government **is** doing for maternal health in Haiti? There is only a brief **one page reference** to the subject on CIDA's website; it reads like public relations, with no reference to existing programs nor any dollar figures.

On a final note, the interview with *Human Rights Watch* on *As It Happens* was a rare story on Haiti on CBC, notwithstanding the wave of studies, news articles and statements by human rights organizations in recent months that are documenting serious concerns about the post-earthquake relief and reconstruction effort. See the "**Human Rights Reports**" page of the website of the Canada Haiti Action Network. The report of the recently-returned **Canadian Delegation to Haiti** has drawn exactly zero interest from the CBC or print media in Canada.

Roger Annis is a coordinator of the Canada Haiti Action Network in Vancouver and can be reached at rogerannis(at)hotmail.com. More information on Haiti at www.canada-haitiaciton.ca.

Troubling Findings in Post-Earthquake Haiti by Canadian Fact-Finding Delegation

By Roger Annis

Three Canadians conducted a ten-day fact-finding and solidarity mission to Haiti from Jun. 20 to 30. The delegation was organized by Haiti Solidarity BC, the Vancouver affiliate of the Canada Haiti Action Network (CHAN). We traveled throughout the earthquake zone and met with residents of survivor camps, Haitian social organizations, and international aid providers.

Housing and shelter concerns

More than 600,000 people are still living in harsh conditions in displaced-persons camps. A rough estimate drawn from a May 2011 survey of all 1,000 survivor camps by the International Organization of Migration (IOM) shows only one quarter to one third of camp residents have access to medical services, potable water, toilets and bathing facilities.

According to our observations, some camps have school facilities for children, most do not. Some have medical services, many do not. Income-earning prospects for residents are few. Acts or threats of sexual violence against women in the camps are widespread, as documented in a disturbing, just-released study by *Human Rights Watch* (see accompanying article) that takes a comprehensive look at the living conditions of women and girls in Haiti.



Delegation leader Roger Annis meeting with a group in Haiti

Approximately half the 400,000 buildings in the earthquake zone were destroyed, are condemned or require major, structural repair before they can be safe to re-inhabit. We were disturbed to learn that because of the slow pace of shelter and housing construction, people are moving back into damaged homes in very large numbers. They are also creating vast, unofficial settlements on vacant land outside Port au Prince's pre-earthquake city limits.

According to a just-released study by *Haiti Grassroots Watch*, international agencies say they have built 90,000 temporary shelters. Another 30,000 are scheduled to be built. We did not see such numbers, but regardless, the operative word for these shelters is "*temporary,*" and they still leave hundreds of thousands in need.

There is still no coordinated national plan for housing by the Haitian government and international agencies. This fact is being widely reported internationally.

Health care and education

Provision of health care has been one of the more successful post-earthquake stories. This is due to the fact that agencies had robust, pre-earthquake services already in place with a good record of partnership with Haiti's Ministry of Health, including the government of Cuba, Partners In Health and Doctors Without Borders. All have significantly boosted their assistance since the earthquake.

But Haiti's Health Ministry is providing less health-care services as international funding begins to dry up or fails to meet the new, post-earthquake demands. This is especially concerning because the threat of cholera is ongoing. Since its outbreak in October 2010, the disease has claimed more than 6,000 victims.

The school year's opening has been delayed until October. Before the earthquake, only half of Haiti's children attended school and most schools were private. Little has changed. Overall, we saw little evidence of Canadian contribution to building *Haitian* and *public* health care and education systems.

Human rights

The human rights situation in Haiti is unstable and troubling. One third of the remaining 1,000 earthquake survivor camps are threatened with forced closure by purported landowners or government and police officials,

continued on p(12)

CHILI: LA MOBILISATION ÉTUDIANT
LE MOUVEMENT LYC

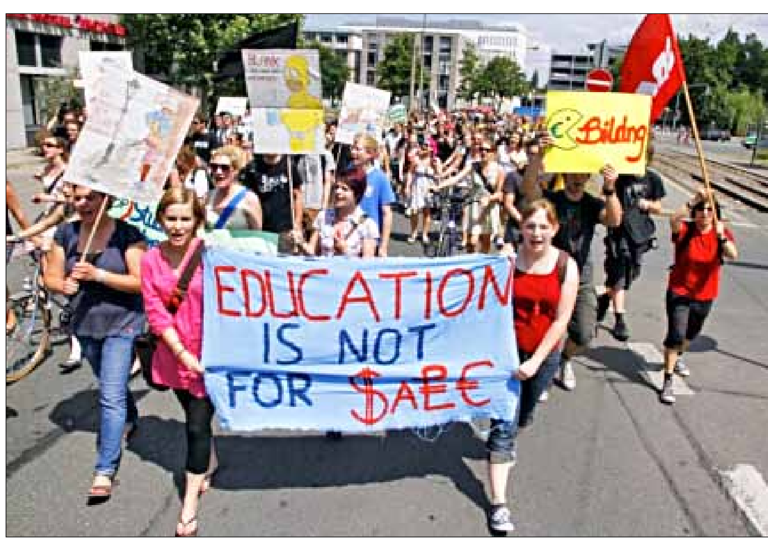






Une illustration de la répression des carabiniers chiliens sur les étudiants





L'éducation n'est pas pour vendre !

Des centaines de milliers d'élèves et d'étu
capitale pour manifester leur méconte



La lutte des élèves et des étudiants n'est p
ses formes d'expression (grèves, occupation
résultat des expériences acquises et transm

Par Rodrigo Torres

Nous avons demandé à Rodrigo Torres, doctorat chilien qui conduit des recherches sur les mobilisations étudiantes et lycéennes, d'écrire un texte pour Dial sur le mouvement actuel et ses origines historiques. Cet article revient ainsi sur un épisode moins connu des luttes contre la dictature en présentant le rôle qu'y ont joué étudiants et lycéens.

Présentation

Les derniers mois de cet hiver chilien [1] ont été marqués par des mobilisations sociales massives. Même les inhabituelles chutes de neige à Santiago, pendant les jours de grève générale, n'ont pas pu arrêter les manifestations. Des centaines de milliers d'élèves et d'étudiants sont descendus dans les rues de la capitale pour manifester leur mécontentement vis-à-vis des politiques éducatives. Le gouvernement de Sebastián Piñera, premier président de droite élu depuis la fin de la dictature, a déjà dû faire cinq propositions de réformes du modèle éducatif pour stopper les mobilisations. Cependant, les propositions du gouvernement ne prennent pas en compte la demande la plus importante pour les élèves et les étudiants : mettre un terme à la recherche du profit dans le système éducatif chilien.

Le gouvernement de S. Piñera s'est défendu des critiques des différents secteurs sociaux en argumentant d'une part que les problèmes éducatifs au Chili sont de la responsabilité directe des gouvernements de la « Concertation » [2] et, d'autre part, que les autorités ne pouvaient pas prévoir cette explosion de mécontentement social. Mais ces deux arguments témoignent de la distance qui existe entre la représentation qu'ont les politiciens des mobilisations et la réalité sociopolitique des étudiants et lycéens.

À partir des années 2000, les lycéens et les étudiants chiliens ont commencé à se réorganiser d'une façon transversale et autonome vis-à-vis de la classe politique dirigeante. Le mouvement lycéen de 2006, surnommé « la révolte des pingouins », avait déjà révélé l'échec des politiques et réformes éducatives mises en place par la dictature et par la Concertation, en exigeant la fin de la Loi d'éducation chilienne, dernière loi promulguée par Augusto Pinochet [3]. En outre, la lutte des élèves et des étudiants n'est pas nouvelle, ses revendications actuelles et ses formes d'expression (grèves, occupations des établissements, actes culturels) sont le résultat des expériences acquises et transmises au cours des trois dernières décennies. La classe politique chilienne a qualifié les jeunes du pays de génération dépolitisée, mais ce que les politiciens n'ont pas perçu jusqu'à présent, c'est qu'il ne s'agit pas d'une dépolitisation sinon d'une profonde transformation sociale : les institutions politiques (les partis politiques, les pouvoirs exécutif et législatif, le système électoral binominal, etc.) ont perdu leur rôle représentatif pour ces jeunes, qui ont attendu 25 ans pour avoir une réponse concrète aux problèmes éducatifs et sociaux de la société chilienne. C'est dans ce contexte que nous voulons revenir sur l'histoire de cet acteur social qu'est le mouvement étudiant, en présentant en particulier les mobilisations des lycéens contre la dictature, processus qui constitue l'une des sources du conflit étudiant actuel.

Les dernières années de la dictature ont été caractérisées par de fortes mobilisations sociales pour mettre fin au régime. Parmi les différents acteurs politiques qui ont lutté contre Augusto Pinochet, les lycéens constituent l'un des mouvements les moins étudiés. Entre les années 1983 et 1989, la période la plus active de la mobilisation pour déstabiliser la dictature, une série de manifestations, grèves et occupations des établissements ont été menées par les lycéens. Cependant, depuis le retour de la démocratie au Chili, ce mouvement, qui pouvait convoquer des milliers de manifestants dans la rue, ne trouve plus sa place. La fin de la dictature a aussi marqué la fin des revendications. En outre, le gouvernement récemment élu de la Concertation a réalisé la cooptation du mouvement, afin de le dépolitiser.

1.- Les élèves du lycée comme un acteur politique pendant la dictature

À partir des années 80, les lycéens se constituent en acteur politique dans le processus d'articulation des partis et mouvements politiques qui luttaient contre la dictature. La recherche des instances de lutte contre le régime a permis un retour des jeunes vers les partis politiques. Ce fut principalement le retour de militants jeunes vers les partis de gauche (Parti communiste, Parti socialiste et le Mouvement d'action populaire unitaire) et vers les groupes de lutte armée contre le régime, le Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR) et le Mouvement de jeunes Lautaro (MJL).

Ce phénomène de repolitisation de la jeunesse a eu des prolongements au niveau des lycées avec la création de diverses organisations politiques dans les établissements. Quatre grandes organisations zonales ont été créées dans le « grand Santiago » [4] et elles ont rejoint l'Union des organisations d'enseignement secondaire (« Coordinadora de Organizaciones de Enseñanza Media », COEM en espagnol), une organisation représentative des forces de gauche au niveau lycéen. La repolitisation des jeunes touche aussi les lycéens militants de la Gauche chrétienne et de la Démocratie chrétienne, qui ont créé le Groupe du secondaire des étudiants chrétiens (« Agrupación Secundaria de Estudiantes Cristianos », ASEC en espagnol). Les deux coalitions ont uni leurs forces pour créer le Comité pro FESES, un comité pour le renouveau de la Fédération d'étudiants du secondaire de Santiago (FESES), une organisation transversale à toutes les forces politiques du monde lycéen et interdite par la dictature depuis 1973.

Avec l'appel à une « politique de révolte de masses », la mobilisation sociale a été perçue comme le moyen de déstabiliser le régime. Dans toutes ces organisations lycéennes, où coexistaient des positions allant du « militantisme social » à « la lutte armée », ces logiques de mobilisation ont conduit à l'occupation d'établissements, à des manifestations et des combats de rue contre la police.

Une des caractéristiques du développement de ces formes de mobilisation dans la rue a été l'appropriation du centre de Santiago comme un espace public pour la manifestation politico-protestataire. D'autres acteurs importants à l'époque se sont battus contre le régime, comme les habitants de la périphérie de Santiago et les étudiants universitaires. Alors que les premiers s'exprimaient par des mobilisations locales dans la périphérie de Santiago et que les seconds bénéficiaient d'une certaine protection au sein de leurs campus universitaires, les lycéens occupaient les principales avenues de la capitale dont ils faisaient un espace de résistance, devenant ainsi l'un des acteurs le plus visibles de la lutte contre la dictature.

Ce caractère totalement « urbain » de la lutte des élèves et étudiants a permis une forte action des organismes de répression de la dictature, comme le Centre national d'intelligence (« Central Nacional de Inteligencia » en espagnol, CNI) ou la Direction de communications des carabiniers (DICOMCAR), contre le mouvement lycéen. C'est une des manifestations du terrorisme d'État, avec la mort de 27 élèves du « Liceo de Aplicación » durant la dictature. Chaque 29 mars, la Journée du jeune combattant commémore la mort de Rafael Vergara Toledo, élève du Liceo de Aplicación et militant du Mouvement de gauche révolutionnaire (« Movimiento de Izquierda Revolucionaria », MIR en espagnol)

2.- Du « rôle historique » assumé à la défaite dans la nouvelle démocratie

De nombreux secteurs de la gauche définirent que 1986 serait l'année « décisive » pour renverser la dictature. Diverses organisations opposées au régime formèrent ainsi l'« Assemblée de la civilité », qui convoqua les principales mobilisations sociales contre Pinochet. Les lycéens ont aussi fait partie de ce mouvement, principalement en luttant contre la mise en œuvre de la décentralisation des écoles publiques. Cette mesure fut vivement rejetée par le mouvement lycéen, qui a effectué pendant les mois de

TE ET SES RACINES HISTORIQUES,
CÉEN EN DICTATURE



diants sont descendus dans les rues de la
ement vis-à-vis des politiques éducatives



La demande la plus importante pour les élèves et les étudiants : mettre un terme à la recherche du profit dans le système éducatif chilien



Parmi les différents acteurs politiques qui ont lutté contre Augusto Pinochet, les lycéens constituent l'un des mouvements les moins étudiés



Sebastián Piñera, premier président de droite élu depuis la fin de la dictature de Pinochet



as nouvelle, ses revendications actuelles et
s des établissements, actes culturels) sont le
ises au cours des trois dernières décennies.



Un pays sans éducation n'est pas un pays libre !



L'éducation n'est pas à vendre ... Défendez la!

mai, avril et juin une série de grèves, d'occupations d'établissements et de manifestations mobilisant des milliers de manifestants dans les rues.

La proposition de mobilisation de rue contre Pinochet s'inscrivait dans un imaginaire politique partagé par la plus grande partie de mouvement lycéen. Une grande partie des lycéens répond même à l'appel de la lutte armée comme moyen de lutte contre la dictature. Avec cet imaginaire, le mouvement lycéen s'est proposé d'assumer la tâche « historique » de la lutte contre le régime et de faire valoir la proposition utopique de la société du début des années 70 : « convertir la défaite en un horizon culturel d'espoir et cet horizon en un nouveau projet de société » (Salazar et Pinto, 2002 : 234).

Cependant, l'imaginaire utopique qui a guidé la lutte lycéenne sera sérieusement ébranlé par deux événements. Tout d'abord, la défaite de la lutte armée contre le régime : l'échec de l'attentat contre Pinochet réalisé par le FPMR en 1986 a eu comme conséquences la paralysie de la mobilisation sociale et le début des divisions des opposants à la dictature. Ensuite, l'ouverture d'un processus de négociation dans lequel les anciens dirigeants des secteurs politiques centriste et socialiste ont fait un pacte avec la dictature. Il s'agissait d'un arrangement qui a légitimé la Constitution proposée par Augusto Pinochet en 1980, avec l'organisation d'un référendum pour dire oui ou non à la continuation de la dictature ; un pacte dans lequel les lycéens, comme tous les autres acteurs sociaux qui se sont battus par « le bas » contre la dictature, ont été exclus.

En 1988, la plus grande partie de l'opposition au régime accepta l'itinéraire constitutionnel de Pinochet, en appelant à voter pour le « Non » à la dictature lors du référendum de 1988, et en orientant leurs mobilisations vers des revendications sectorielles et électorales. La gauche, qui se méfia du plébiscite négocié avec la dictature, ne participe pas à ce processus. Le mouvement lycéen, où coexistent les positions pro « négociation » et pro « lutte armée », oriente ses activités de mobilisation vers des revendications corporatives comme l'exigence du tarif réduit dans le métro de Santiago. Une partie des lycéens appelle à voter Non au référendum par le biais d'occupations d'établissements et de manifestations de rue.

En 1989, les dirigeants de la « Concertation » dominaient la FESES. Il s'agissait de dirigeants qui n'avaient pas une trajectoire longue dans le mouvement lycéen, mais qui étaient nommés par les partis politiques du futur gouvernement. C'étaient principalement des militants de centre-gauche ou des socialistes qui avaient rompu avec le PC et qui avaient choisi l'option du référendum.

À la fin de la dictature, la plus grande partie du mouvement lycéen commence à ressentir un sentiment de « défaite », dissimulée par le triomphe de l'alternative démocratique proposée par la Concertation. La logique du nouveau gouvernement fut en outre de réduire la capacité politique que le mouvement lycéen avait acquise au cours des années de la dictature. De nombreux dirigeants emblématiques de la FESES, qui avaient contribué de manière exceptionnelle à la conduite du mouvement lycéen, ont été réduits au rang de militants de base et sans disposer d'une structure politique qui les rassemble.

3.- Le retour de la démocratie et la réarticulation du mouvement comme acteur social

La plus grande partie des militants lycéens était dans une position éloignée vis-à-vis de la classe politique qui a commencé à gouverner le pays. En outre, l'option de lutte armée choisie par certains élèves et étudiants fut rapidement stigmatisée par les autorités et les médias, sous les qualificatifs de « terrorisme » ou de « délinquance ». Ces éléments provoquèrent dans le mouvement lycéen la sensation d'avoir été « utilisé » par les forces politiques traditionnelles afin de déstabiliser le régime. Et, par conséquent, le sentiment d'une « déloyauté » de la nouvelle démocratie envers eux : *« D'une façon ou d'une autre, on a fait sentir aux jeunes qu'ils s'étaient ridiculisés. On n'a pas tenu compte du fait que, afin de lutter contre la dictature, beaucoup d'entre eux avaient abandonné études, carrière, famille, amour et avaient dû affronter la violence, les arrestations, la torture et la mort aux mains de "l'ennemi". »* (Ibid. : 249)

Pendant les années 90, la jeunesse du moment, surnommée la génération du « no estoy ni ahí » (un équivalent chilien de « je m'en fous ») répondit au modèle démocratique post-Pinochet par une indifférence aux formes de participation politique traditionnelles. Les lycéens s'inscrivent dans ce contexte social de « désenchantement » vis-à-vis de ces formes de participation politique. Mais ce désenchantement concerne les institutions politiques et non eux-mêmes. Il ne s'agit pas d'une crise d'identité. Et cela n'implique ni regret ni culpabilité. On peut dire que « la jeunesse des années 80 n'était pas, au début des années 90, ni historique ni civiquement "endommagée", bien au contraire. Parce qu'elle n'a pas été endommagée, mais trompée, ce qui n'est pas la même chose. » (Ibid. : 260)

De fait, les jeunes qui gardent un silence indifférent envers la participation politico-électorale, ont accompli un retour vers des formes horizontales d'organisation et d'expression, opérant ainsi une reconstruction et une réappropriation de leur propre définition comme acteur juvénile : « *Le nouvel acteur juvénile apparaît comme une "masse" anonyme, mais avec un "haut" niveau d'éducation ; avec quelques "leaders nationaux", mais plusieurs "moniteurs locaux" ; avec des organisations de représentativité douteuse, mais des milliers de "réseaux locaux" difficiles à identifier et à réprimer, sans aucune "idéologie générale reconnue" et avec "une diversité des expressions culturelles".* » (Ibid. : 234)

Ce processus a eu pour conséquence la disparition des lycéens comme acteur politique pendant la première décennie post-dictature. Mais, bien que les années 90 aient été caractérisées par le retrait des jeunes de la politique traditionnelle, cela ne signifie pas qu'ils ont arrêté de penser et d'agir politiquement. Cette jeunesse commence en effet à s'organiser et à agir de façon autonome vis-à-vis des institutions et des classes dirigeantes. Depuis le retour de la démocratie, on a assisté à l'augmentation et à la structuration de différents groupes, réseaux, collectifs et mouvements, parmi d'autres expressions de l'action collective, qui auront une grande influence sur la réarticulation politique des lycéens à partir de l'année 2000.

Références

ALVAREZ, Rolando, « Las Juventudes comunistas de Chile y el movimiento estudiantil secundario : un caso de radicalización política de masas (1983-1988) », Alternativa, n° 23. ICAL, Chile : http://www.ical.cl/index.php?option....

GUILLAUDAT, Patrick et MOUTERDE, Pierre, Les mouvements sociaux au Chili : 1973-1993, Paris, l'Harmattan, 1995.

SALAZAR, Gabriel et PINTO, Julio, Historia contemporánea de Chile V. Niñez y Juventud, Santiago de Chile, LOM, 2002.

Notes

[1] Dans l'hémisphère sud, les saisons sont inversées par rapport à celles de l'hémisphère nord – note DIAL.

[2] Coalition politique de centre-gauche, composée principalement des partis suivants : Démocratie chrétienne (DC), Parti pour la démocratie (PPD), Parti radical (PR) et Parti socialiste (PS). Depuis 1990, la Concertation a été au pouvoir pendant quatre mandats présidentiels. Michelle Bachelet, qui a été la quatrième présidente de la coalition, a fini son mandat en mars 2010.

[3] Le 7 mars 1990 – note DIAL.

[4] Les organisations zonales correspondent à la division nord, sud, est et ouest du « Grand Santiago ». C'était le Front unitaire démocratique d'enseignement secondaire (« Frente Unitario Democrático de Enseñanza Media » en espagnol, FUDEM), l'Union d'étudiants du secondaire (UES), le Mouvement des étudiants démocratiques (MED) et l'Organisation démocratique des étudiants du secondaire (ODES).

Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3034

31 août 2011

Continued from p(9)

notwithstanding sharp condemnations of this practice by Haitian and international human rights agencies.

The former tyrant Jean-Claude Duvalier is comfortably resettled in Haiti and has so far avoided prosecution by the Haitian or international justice system.

The Canadian government is financing the construction of prisons and police stations, but has done little to assist the chronically under-funded Haitian justice system. The rate of preventive detention in Haiti's Canadian-assisted prisons is 80%.

Four months following a two-round, exclusionary national election that was financed by the U.S., Europe and Canada, Haiti has no functioning government. That's because the victorious presidential candidate, the neo-Duvalierist Michel Martelly, and his national and international advisers are embarked on a course of weakening and discrediting the institutions of elected government in the country.

There are growing demands by Haitians on the UN Security Council-sanctioned military occupation force known as MINUSTAH to leave the country following new cases of sexual violence or abuse by UN soldiers and conclusive proof that the devastating cholera epidemic was caused by UN soldiers from Nepal.

Haitians expect better

Agriculture, said most Haitian and international observers following the earthquake, must become the focus of the country's economic development. The peasant organization with which we met, Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen, is Haiti's largest and says little has been done to match the fine words offered by international aid providers.

Only 40% of the aid funding promised for 2010/11 has been delivered or committed. Poor and displaced Haitians are everywhere suffering terrible hardship and expecting much, much better from the international aid effort. They want a *plan* to move the country forward. They want to build *safe and sturdy housing*; they want to create *public education and health services*; they want the foundations laid for *productive jobs* in agriculture, industry, tourism and social services.

Our delegation has written a 17-page report of our findings, with recommendations to legislators and media outlets in Canada. You can read in English at http://bit.ly/pKjBbo and in French at http://bit.ly/o0UZOM . It has been mailed to members of Parliament and the Senate, seeking responses. We will also be reporting on our visit at public meetings across Canada, including in Winnipeg, Halifax, Charlottetown, Toronto and Hamilton. For details, go to the events page on the Canada Haiti Action Network website.

Décès de l'épouse de Pierre Bayonne

Le jeudi 8 septembre dernier, Mme Carole R. Bayonne née Carole Régis, est décédée à l'Hôpital du Canapé-Vert à Port-au-Prince, seulement après quelques heures de son admission dans ce centre hospitalier.

Régis Bayonne est l'épouse de l'ancienne star du football haïtien des années 70, Pierre Bayonne, surnommée Tipyè Bayòn.

Suite à un malaise qui l'a beaucoup bouleversée, Madame Bayonne a été transportée d'urgence à l'Hôpital du Canapé-Vert, alors qu'elle était en compagnie de son mari à une réunion annuelle des joueurs du Onze National des Années 70.

Dix haïtiens ont péri dans un naufrage au large des îles Turques

Le samedi 10 septembre dernier, 10 des 17 compatriotes haïtiens qui avaient pris d'assaut un bateau marchand, faisant le trajet Cap-Haitien / Les iles Turques et Caicos, ont péri dans un naufrage, a annoncé le ministre des haïtiens vivant à l'étranger, Edwin Paraison.

Trois autres sont portés disparus, alors qu'on a réussi à sauver 4 rescapés.

Selon ce qu'a précisé le ministre Paraison, les voyageurs clandestins haïtiens s'étaient subrepticement introduits dans un vaisseau marchand, assurant le trajet Cap-Haitien / Providencials, la capitale des iles Turques.

L'accident s'est produit au moment où les clandestins ont tenté de prendre la fuite au moyen d'une chaloupe, afin de pouvoir échapper aux contrôles du service de l'immigration.

Rapt d'un cambiste à Saint-Marc

Dans la ville de Saint-Marc, Artibonite, le lundi 12 septembre dernier, un cambiste du nom d'Archange Premier, a été abattu de trois balles par des voleurs armés.

Ces derniers ont emporté son sac, contenant un montant non précisé de dollars US.

La victime qui a été mortellement atteinte a succombé à ses blessures.

Suite de la page (8)

nom de Clinton ne cesse de se répéter en tout ce qui concerne la république d'Haïti. D'après une source digne de foi, l'ancien ambassadeur d'Haïti à Washington, l'ultraconservateur Raymond Joseph, aurait confié à des amis, bien avant les élections frauduleuses de novembre 2010 et 2011, que c'étaient les Clinton qui allaient parachuter quelqu'un au pouvoir en Haïti. Lui, Ray Joseph, qui paradait à Washington depuis plus de 25 ans, savait de quoi il parlait. Il s'était laissé aller jusqu'à déclarer que sa candidature présidentielle dépendrait de l'appréciation du couple Clinton qui, en passant, ne lui a jamais été favorable.

A Washington, des qu'on parle d'Haïti on se réfère aux Clinton, particulièrement au mari. Le couple considère le cas haïtien comme une affaire privée et est très émotionnel à ce sujet. Cette perception est renforcée avec l'administration d'Obama qui a nommé Hillary Clinton comme Secrétaire d'Etat. A l'époque où Bill Clinton visita Haïti pour la première fois en 1978, il ne savait pas qu'il allait être propulsé au rôle de proconsul qu'il joue aujourd'hui.

En juin 2009, le Secrétaire général des nations unies, M. Ban Ki-moon, nomma Bill Clinton comme son représentant spécial en Haïti. Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre destructeur frappait le pays. Immédiatement après, le président américain, Barak Obama, faisait appel aux deux anciens présidents Clinton et Bush pour recueillir des fonds en faveur d'Haïti sous le nom de « Clinton Bush Haïti fund ». Le même Ban Ki-moon, a encore fait appel au service de Clinton pour mettre sur pied une organisation pour la reconstruction d'Haïti, connue sur le nom de CICR. Cette commission a été créée au mois d'avril 2010 avec pour « mission la planification coordonnée, efficace et efficiente et la mise en œuvre des priorités, plans et projets d'appui à la reconstruction d'Haïti et le développement dans le sillage du 12 janvier 2010 tremblement de terre ».

Lors de l'inauguration de Michel Martelly comme président de la république d'Haïti, le président américain, Barak Obama, a dépêché Bill Clinton pour le représenter au cours de la cérémonie d'investiture. Quelque temps après, soit le 21 juillet dernier, Martelly décernait à Clinton la distinction de Chevalier de l'ordre national, honneur et mérite…la plus haute décoration du pays.

Revenons brièvement sur les élections présidentielles haïtiennes du 30 novembre 2010 et du 20 mars 2011. Les résultats définitifs du premier tour furent proclamés très tard, soit le 3 février 2010. Rappelons que les premiers résultats donnèrent Mme Myrlande Manigat en première position avec 31%, Jude Célestin en 2eme avec 22%, Martelly en 3eme avec 21%...L'international cria aux fraudes massives. L'organisation des états américains, OEA, intervint pour examiner les résultats du CEP. Les dits experts éliminèrent une bonne partie des bulletins de vote, ce qui modifia les résultats et catapulta Martelly au second tour en face de Mme Manigat. C'était une grande première dans l'histoire des élections en Haïti. Un grand paradoxe allait avoir lieu. En effet Myrlande Manigat réalisait 336.878 voix au premier tour contre 234.617 voix accordés à Martelly, deuxième au classement. Au second tour on a vu une augmentation vertigineuse de voix en faveur de Martelly, soit 716.986, contre la candidate du RDNP qui finissait très loin derrière avec seulement un peu moins de voix qu'au premier tour, soit 336.747. Comme par magie, Martelly avait vu ses voix augmenter de manière exponentielle au second tour, pendant que celles de Manigat diminuaient légèrement. Ce qui est pratiquement impossible.

D'après des sources combinées, le même secteur qui a modifié les résultats du 1er tour fut celui-là même qui est intervenu pour porter Martelly au pouvoir haut la main, c'est-à-dire Bill Clinton et sa femme Secrétaire d'Etat, Hillary. Les penseurs avisés savaient que Clinton n'allait pas s'arrêter en si bon chemin. Après le rejet successivement de 2 premiers ministres désignés, l'ancien président est encore intervenu pour imposer M. Garry Conille comme futur premier ministre. Qui est Gary Conille ?

En filigrane, nous savons qu'il est le fils du duvaliériste convaincu, Serge Conille ; celui-ci fut ministre sous la dynastie des Duvalier. Ce qu'on a omis de mentionner, c'est que Gary Conille, étudiant à la faculté de médecine de Port-au-Prince en 1987, fut le porte-parole du « groupe 66 ». Un groupuscule d'étudiants, composé exclusivement de fils et filles de duvaliéristes et militaires, qui faisait de la dissidence contre la FENEH, fédération nationale des étudiants haïtiens, qui fut l'organe légitime des étudiants haïtiens. Le « groupe 66 » supportait le doyen de la faculté de médecine, un certain Gérard Charlier, pour qu'il reste en poste pendant que l'écrasante majorité exigeait son départ. A cette époque, la FENEH était dirigée par un groupe impressionnant de jeunes étudiants, tels que : Charles Emil Herard, Kenny Bastien, Ti Marcel, L. Jean-Pierre. Rosanne Auguste, Michael de Landsheer…Le paradoxe de cette affaire, c'est que, Charles Emil Hérard, Charly, est l'un des personnages à avoir accompagné Garry Conille au parlement pour déposer ses pièces comme premier ministre désigné. Kenny Bastien, entre-temps sénateur de la république, s'est exposé comme un inconditionnel partisan de Gary Conille, son adversaire d'antan de 1987.

Donc, l'homme de Clinton, Gary Conille, s'était toujours identifié comme un élément antipopulaire conformément à sa descendance idéologique duvaliériste. S'il est vrai, comme l'a souligné le professeur Camille Charlmers sur l'orientation néolibérale de l'économie haïtienne sous la férule de M. Conille, il faut ajouter aussi, le passé antipopulaire du protégé de Bill Clinton en direction de la Primature, et la menace qui pèse sur les masses populaires vivant dans les bidonvilles du pays, en particulier ceux de Port-au-Prince. Parce qu'il est universellement connu leur attachement à l'ancien président Jean B. Aristide, que le président Martelly a juré de mettre en prison, même pour 2 jours.

Bill Clinton se refait une vie politique en Haïti, après deux mandats consécutifs dans son pays. Une fois terminé le coup de Martelly à la présidence, maintenant il parachute Garry Conille à la Primature, son ancien chef de cabinet à la CICR. Ses actions le placent dans la peau d'un proconsul Romain, aujourd'hui américain. Voilà l'homme qui prétend aider Haïti. Sans vergogne, il soutirait au peuple haïtien son droit de choisir ses propres dirigeants. Tout ceci est la conséquence directe de l'occupation du territoire national, dont Bill Clinton est un ardent défenseur.

Dans « Les détracteurs de la race noire et de la république d'Haïti », livre de Louis Joseph Janvier, V. Schoelcher a écrit, et je cite : « Défendre son pays par la plume comme par l'épée est toujours un devoir, en même temps un honneur ». Aujourd'hui, il est un impératif pour tous de résister à l'occupation du pays par tous les moyens. « Il n'y a pas d'occupation étrangère éclairée ». De février 2004 à nos jours, on n'a récolté que l'humiliation, le cholera qui a déjà fait 5000 morts et des centaines de milliers de victimes, des élections truquées ayant conduit au pouvoir des haillons d'hommes pour perpétuer la misère et l'exploitation du peuple. Sans fléchir, il faut faire échec au plan antinational du proconsul Bill Clinton.

Bye-Bye, MINUSTAH!



Celso Amorim, le Ministre de la Défense du Brésil

Par Dady Chery

Comme l'une de ses premières mesures, Celso Amorim, le Ministre de la Défense du Brésil envisage de conclure la participation du Brésil à la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Des secteurs différents du gouvernement brésilien, y compris le ministère brésilien des Affaires étrangères sont d'accord avec M. Amorim, qui dit que l'important est maintenant de formuler une stratégie de sortie.

M. Amorim a prêté serment le jeudi 4 août et n'a pris ses fonctions que le lundi suivant, mais dès le samedi, il a tenu une réunion au palais présidentiel avec les commandants de l'Armée du Brésil et ces Joint Chiefs of Staff pour discuter un **prélèvement** de troupes. Selon un participant à cette réunion, il y avait une "*convergence de vues*" sur les soldats brésiliens.

Il est normal que les Brésiliens soient les premiers à quitter Haïti. Après tout, l'insertion des troupes de l'ONU dans le pays a commencé comme un projet brésilien dans les premiers jours de la présidence de Lula. Cela faisait partie d'une campagne par le Brésil pour prouver sa compétence en matière de sécurité mondiale afin de gagner un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. M. Amorim, alors ministre des Affaires étrangères, a été l'un des architectes principaux de la participation du Brésil.

Les troupes ont commencé à arriver en Juin 2004, à peine un mois après l'enlèvement d'Aristide, pour étayer l'administration illégale qui a suivi le coup d'Etat. Le premier commandant de la MINUSTAH, un Brésilien, s'était plaint de la pression à utiliser la violence et a démissionné de son poste en automne 2005. Le deuxième commandant, un autre Brésilien, s'est suicidé en Janvier 2006. La force a continué de croître, avec un contingent brésilien aujourd'hui de 2160 hommes, malgré qu'au Brésil cette aventure militaire a été controversée dès le début. M. Amorim attribue son changement soudain à la "*croissance économique d'Haïti et son retour à une normalité démocratique.*"

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles la MINUSTAH devrait partir, mais les justifications de M. Amorim ne seraient pas admises à ma liste des dix premières ci-dessous citées.

1. La MINUSTAH harcèle continuellement et humilie les Haïtiens. Leurs activités favorites comprennent des attaques avec des atomiseurs au piment et la confiscation, de façon capricieuse, de permis de conduire et d'ordinateurs.

2. Les criminels ordinaires de la MINUSTAH bénéficient de l'immunité. Bien plus de 100 soldats ont été expulsés d'Haïti pour prostitution, les actes sexuels portant sur des enfants et d'autres crimes liés à cela. Les soldats de la MINUSTAH ont bénéficié d›une immunité pour la plupart de leurs crimes, y compris de nombreux viols et la pendaison d›un adolescent haïtien qui travaillait sur un camp népalais en août 2010.

3. La MINUSTAH subvertit la démocratie. Des élections organisées par les Etats Unis, le Canada, la France, et la MINUSTAH ont exclu 80% de l'électorat haïtien et ont porté au pouvoir en mai 2011 un duvaliériste, M. Michel Martelly,.

4. La MINUSTAH interfère dans les affaires politiques d'Haïti. L'ancien chef de la MINUSTAH, Edmond Mulet a recommandé de porter des accusations criminelles contre le président légitime d'Haïti, M. Jean-Bertrand Aristide, afin de le garder illégalement hors d'Haïti.

5. La MINUSTAH constitue une force d'occupation. Des soldats de la MINUSTAH, en collaboration avec des paramilitaires haïtiens, ont abattu lors d'embuscades plus de 4.000 membres de Fanmi Lavalas (le parti d'Aristide), peu après qu'Aristide ait été renversé en 2004 par un coup organisé par les États-Unis, le Canada, la France, et l'élite haïtienne.

6. La MINUSTAH a fonctionné comme une force anti-Aristide. Elle a mené de nombreuses attaques sur des bidonvilles comme Cité Soleil, afin de tuer des gens qui soutenaient Aristide. Dans certaines de ces attaques, les soldats de la MINUSTAH ont tiré des dizaines de milliers de balles sur des logements et des écoles.

7. Les soldats de la MINUSTAH ont fait preuve d'extraordinaire lâcheté après le séisme du 12 Janvier 2010. Au lier d'aider des Haïtiens pendant les premières 36 heures après le séisme, ces soldats se sont préoccupés de leur seule survie.

8. La MINUSTAH est vectrice de maladies. En Octobre 2010, la MINUSTAH a introduit une épidémie de choléra en Haïti. Jusqu'à présent, l'épidémie qui a tué plus de 5900 Haïtiens continue. La MINUSTAH a dissimulé le fait que plusieurs soldats népalais sont arrivés malades en Haïti avec le choléra et continue encore à nier son rôle dans l'épidémie. Même le 6 août 2011, la MINUSTAH continuait à déverser ses matières fécales dans les rivières d'Haïti.

9. La présence de soldats de l'ONU sur le sol haïtien est illégale. La MINUSTAH en Haïti est la seule force de l'ONU dans un pays qui n'est pas en guerre.

10. Le peuple haïtien méprise la MINUSTAH. Les Haïtiens soit à l'étranger ou chez eux, jeunes et vieux, riches et pauvres, ont fait bien savoir qu'ils veulent que la MINUSTAH se retire d'Haïti. «*Volè Kabrit!*» (Voleur de chèvre!), «*Kakachwèt!*» (cacateur!), «*Kolera!*» et «*Pedofil*» sont les qualificatifs le plus souvent utilisés pour décrire les soldats de la MINUSTAH.

L'ONU est régulièrement mis à jour sur les crimes de la MINUSTAH, qui sont bien connus pour la grande majorité des compatriotes de M. Amorim. Tous savent qu'Haïti était meilleure avant 2004. Quand les premiers soldats sont entrés dans le pays dans les mois précédant le tremblement de terre, une partie de l'opinion brésilienne se serait émue de la participation de leur pays dans une occupation étrangère. Par la suite, l'occupation de «maintien de la paix» s'étant révélé un fiasco, la voix de M. Ricardo Seitenfus, Représentant du Brésil auprès de l'OEA en Haïti s'est élevée contre cet échec lors d'une interview en Décembre. M. Seitenfus eut à faire cette déclaration:

"*Le système des Nations Unies actuellement en place pour éviter les conflits est inapproprié pour Haïti. Haïti n'est pas une menace internationale. Nous ne sommes pas en guerre civile. Haïti n'est pas l'Irak ou l'Afghanistan .... Mais il me semble que, sur la scène internationale, Haïti souffre principalement de sa proximité aux Etats-Unis Haïti et a été pour longtemps un objet de l'attention*

Suite à la page (18)

Haïti et Wikileaks: les pays industrialisés se mobilisent pour la démocratie

Par Lode Vanoost

Depuis des années, les Etats-Unis, le Canada et l'Union Européenne, avec la France en particulier, se mobilisent, avec le soutien des Nation Unies, pour que la démocratie en Haïti ne mette pas des bâtons dans les roues des intérêts économiques et géostratégiques beaucoup plus importants à leurs yeux. Heureusement Wikileaks les a démasqués.



Le président Obama et le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, ont remué ciel et terre pour convaincre le président sud-africain, Jacob Zuma, de maintenir Aristide sur son sol

Les médias sont-ils très critiques vis à vis d'Haïti ?

L'histoire que les grands médias racontent sur Haïti peut être résumée comme telle : un mélange explosif de pauvreté et de croyance vodou, corruption et incompétence, un manque d'expérience, une relation entre des méthodes sociales et féodales qui font qu'Haïti n'est pas capable de sortir du marasme du sous-développement. Le monde extérieur regarde et s'étonne.

Plusieurs tentatives pour reconstruire le pays avec des aides extérieures se sont échouées contre le mur que ce mélange a érigé. D'accord, il faut admettre que la communauté internationale a fait de son mieux avec les meilleures intentions, mais sans résultats. Mais dans cette aide internationale se cache aussi de la corruption. Un regard «critique» donc jusque là. En deux mots : ni les Haïtiens ni nous ne savons comment y faire.

Une telle pseudo-analyse part du dogme que les actions des pays développés n'engendrent pas toujours des résultats positifs même quand que les intentions sont bonnes. Le fait qu'il n y ait aucune preuve historique pour légitimer ce dogme ne semble pas pertinent.

Mais il y a une autre explication possible, taboue pour les médias. Le sous-développement permanent d'Haïti, n'est pas un effet secondaire mais la conséquence directe de la présence internationale et leur ingérence. Ce que les pays développés font en Haïti n'est pas une aberration mais l'application logique d'un système mondial économique qui suppose que démocratie et droits de l'homme dans le tiers-monde sont des idées nobles. Mais ces idées restent soumises aux intérêts économiques et géostratégiques du Premier monde. Pour l'expliquer dans le langage de l'analyse politique : ce qui se passe en Haïti, n'est pas accidentel mais intentionnel.

Rhétorique et réalité à la façon haïtienne

Ne pensez surtout pas que ce point de vue m'a été suggéré par l'une ou l'autre source politiquement correcte et progressiste. La communication entre les ambassades US, canadienne, française, européenne et onusienne est très claire. Wikileaks donne une image plus précise sur les vraies intentions de ces puissances mondiales que leurs déclarations officielles dans les médias. L'analyse de ces documents démontre combien la rhétorique diffère de la réalité politique. Le mépris pour la démocratie et les droits de l'homme dans le tiers-monde est frappant. La méthode de travail des pays et organisations mentionnés ci-dessus montre aussi qu'ils sont très bien au courant de ce qui se passe dans le tiers-monde et de ce que la population veut.

Haïti est un exemple parmi d'autres. C'est néanmoins un des exemples les plus extrêmes. Aucun autre pays en voie de développement n'a subi si longtemps et aussi continuellement les attaques de l'Occident. Les conséquences sont catastrophiques, au moins pour la population d'Haïti. Mais à Washington, Ottawa, Paris, Bruxelles ou New-York, on n'est pas de cet avis.

Les médias ne prêtent pas beaucoup d'attention aux documents de Wikileaks concernant Haïti. Lorsqu'ils le font, c'est de manière très sélective et pour prouver les clichés qui collent à Haïti. Pour s'informer sur l'Histoire d'Haïti et son combat pour la démocratie, je renvoie aux autres articles de cette Newsletter.

Aristide, un danger pour la démocratie

En effet, les grands de ce monde se rendent bien compte que la popularité d'Aristide est toujours présente. Le fait qu'il soit toujours considéré capable de rassembler plus de la moitié des électeurs montre combien il est encore populaire.

Aussi bien pendant son premier mandat, son premier exil, son deuxième mandat et son deuxième exil, depuis plus de vingt ans, les Etats-Unis et leurs alliés des Nations Unies et des autres pays mentionnés ci-dessus ont essayé par tous les moyens de mettre un lien entre Aristide et la corruption, le trafic d'êtres humains et le trafic de drogues. Aucune preuve n'a été fournie mais les soupçons ont fait leur travail pendant toutes ces années avec la collaboration des médias.

Il s'avère, d'après les révélations de Wikileaks, que la mise à l'écart et l'élimination du parti politique Fanmi Lavalas ainsi que de son leader, Aristide, sont un élément central pour le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés – et il n'y a jamais eu de désaccord à ce sujet entre les présidents qui se sont succédés jusqu'à Obama, qu'ils fussent républicain ou démocrate. C'est pour cela que le politicien le plus populaire d'Haïti a eu la vie dure. Le Vatican a aussi participé à cette campagne menée contre l'ancien prêtre Aristide que le peuple avait choisi. Le Vatican est allé plus loin que ses alliés en allant jusqu'à qualifier Aristide de « délinquant actif du vodou » et « un danger pour la consolidation de la démocratie en Haïti ».

Un rapport 'Comment arrêter Aristide' du 2 août 2006, mentionne comment le patron de la mission des Nations Unies à Haïti (MINUSTAH) a demandé aux Etats-Unis d'entreprendre des actions légales pour empêcher le retour d'Aristide à Haïti.

Aristide a provoqué la colère de Washington en donnant son point de vue sur ce qu'il appelle l'occupation étasunienne. Par contre, l'ambassadeur US à Port au Prince, Janet Sanderson, a une autre opinion de la MINUSTAH : 'Un départ prématuré de la MINUSTAH fragiliserait le gouvernement haïtien vis à vis des puissances populistes et politiques qui se dressent contre l'économie de libre-marché.'

Le président Obama et le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, ont remué ciel et terre pour convaincre le président sud-africain, Jacob Zuma, de maintenir Aristide sur son sol. L'ambassade de France a dit qu'un retour d'Aristide serait catastrophique et le Vatican a parlé de désastre.

Les Etats-Unis et ses alliés étaient d'un avis unanime mais avaient beaucoup de mal à convaincre les pays limitrophes des dangers d'un retour d'Aristide. Il s'agissait d'abord d'élections démocratiques (ou ré-élections) d'un président pour Haïti. Mais en plus, ces pays limitrophes avaient eux-mêmes connu dans le passé, de la part des Etats-Unis, ' des inquiétudes démocratiques' : renversement, exil forcé ou meurtre de présidents.

Aristide, le retour sans jamais être parti

Ce n'était que la deuxième fois que les Etats-Unis et leurs alliés mettaient Aristide hors de son pays et qu'il devenait inexistant pour les médias. Les puissants de ce monde étaient tout de même inquiets. Le gouvernement des Etats-Unis a immédiatement utilisé tous les moyens pour le tenir hors du pays.

Lorsque le président de la République dominicaine (l'autre moitié de l'île avec Haïti), 8 mois après l'exil d'Aristide, se disait favorable à un retour de ce dernier, les ambassades US, britannique, canadienne, française et espagnole l'ont intimidé. Les Etats-Unis avaient dépensé des millions de dollars dans une campagne visant à associer Aristide au commerce de drogues et d'armes. Ils n'ont pas pu produire une seule preuve. Ce qui n a pas empêché, à ce jour, les Etats-Unis et leurs alliés de répandre des insinuations que les médias ont reprises sans hésiter. Le président dominicain ne s'est pas laissé intimider pourtant, ni son collègue des Bahamas

Lorsqu'il est devenu impossible d'empêcher le retour d'Aristide avec des pressions politiques, la France, les ambassades US dans les caraïbes et les ambassadeurs de l'Union Européenne ont coordonné une action pour convaincre les pays concernés de défendre Aristide à atterrir sur leur territoire.

Surtout après le grand tremblement de terre, on était inquiet sur les dangers éventuels qui pourraient ébranler l'ordre politique établi à Haïti' si Aristide revenait. Même le Vatican, toujours là pour les répudiés de ce monde, s'est mobilisé. L'archevêque d'Haïti contactait ses collègues à Pretoria pour convaincre le gouvernement sud-africain.

Un retour quasi-triomphal passé sous silence

Cela n a servi à rien. Les temps ont changé. Dans les années septantes, un candidat comme Aristide aurait déjà été assassiné. Aujourd'hui, les Etats-Unis ne peuvent plus se le permettre. Par ailleurs, des pays comme l'Afrique du sud ne se laissent plus dicter quoi que ce soit. Et le fait que les présidents de

Suite à la page (15)

Trois questions de Fidel à l'OTAN, en 1999

Intervention du Président du Conseil de l'Etat de La République de Cuba, Fidel Castro Ruz, lors de la première session de travail de la Rencontre entre les Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Amérique Latine et des Caraïbes avec l'Union Européenne, au Musée d'Art Moderne de Río de Janeiro, au Brésil, le 28 Juin 1999 :



Quel visionnaire Fidel !

Il y a une question politique de la plus grande importance, que je ne peux omettre de signaler, sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN. Je prends quatre paragraphes.

Un : «Dans le but d'installer la paix et la stabilité en Europe et plus largement, les alliés européens augmentent leurs capacités d'action, dont leur puissance militaire.»

Deux : «La sécurité de l'Alliance continue à être sujet d'une grande variété de risques militaires [...] Parmi ces risques, il y a l'incertitude et l'instabilité dans la région euro-atlantique et ses alentours et la possibilités de crises régionales dans la périphérie de l'Alliance.»

Trois : « On pourra compter sur un plus grand nombre d'éléments de la force dont le niveau de préparation sera adéquat pour effectuer des opérations prolongées, que ce soit à l'intérieur du territoire de l'Alliance ou loin de celuici.»

Quatre: «Il est plus que probable que les menaces possibles à la sécurité de l'Alliance viennent de conflits régionaux, ethniques, ou autres crises, bien au delà du territoire de l'Alliance, comme la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs.»

Je désire faire trois réflexions très brèves en forme de question.

Un : Nous aimerions être éclairés, si cela est possible, sur le fait de savoir si les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes sont ou non compris dans la périphérie euro-atlantique définie par l'OTAN.

Deux : L'union Européenne, après de nombreux débats, a donné son approbation à une déclaration de cette Instance qui dit que: «cette association stratégique est fondée sur le plein respect du droit international et sur les buts et principes de la Charte des Nations Unies, les principes de non-intervention, du respect de la souveraineté, de l'égalité entre Etats, de l'autodétermination. Cela signifie-t-il que les Etats-Unis s'engagent eux aussi à respecter les principes contenus dans cet accord de leurs alliés ? Quelle sera l'attitude de l'Europe si les Etats-Unis décident, pour leur propre compte, de commencer à lancer des bombes et des missiles, sous un prétexte quelconque, sur un pays quelconque d'Amérique Latine ou des Caraïbes, ici réunis ?

Trois : Tout le monde sait, par exemple, qu'Israël possède des centaines d'armes nucléaires confectionnées avec une aide occidentale précise, sur laquelle on a gardé un étrange et hermétique silence.

Cela signifierait-il qu'un jour l'OTAN, en partant du point quatre antérieurement signalé, en vertu d'un prolifération clandestine non seulement d'armes de destruction massive, mais aussi de production massive de ces armes, pourrait procéder au lancement de milliers de bombes sur Jérusalem, Tel Aviv, des villes israéliennes et palestiniennes, détruire les systèmes électriques, les industries, les routes et tous les moyens de vivre essentiels de ces peuples, tuant directement des dizaines de milliers de civils innocents et menaçant l'existence du reste de la population ? Telle pourrait être la solution civilisée de problèmes de ce type? On pourrait être sûrs que cela ne nous conduirait pas à un conflit nucléaire ? Où nous conduira la nouvelle et insoutenable doctrine de l'OTAN ?

Après avoir émis seulement une toute petite idée sur cette question délicate, je n'ai plus rien à dire. Je vous prie de m'excuser.

Merci beaucoup. (Applaudissements)

Traduction : Alma
Cubadebate 8 Septembre 2011

Les câbles diplomatiques US wikifuités apportent un éclairage utile

Par Schattenblick

La transformation du Président libyen Mouammar Kadhafi de voyou en allié, puis en dictateur que selon les besoins du jour l'on bombarde, encense ou met hors jeu au moyen d'une guerre d'agression témoigne des intrigues stratégiques tissées par les USA et leurs alliés. Soutenir et subventionner ou diaboliser et renverser par les armes des États, des gouvernements ou des fractions sociétales relèvent des opportunités qui s'offrent aux puissances en place. Se servir de régimes répressifs précisément en raison de leur capacité à s'imposer par la force ou les mettre hors-la-loi pour exactement la même raison n'a rien à voir avec des normes telles que liberté, démocratie ou droits humains, qu'on peut à son gré ignorer ou utiliser comme prétexte à sanctions. « Bien sûr que c'est un salaud- mais c'est notre salaud ». Ce propos souvent cité est prêté au Président Franklin Delano Roosevelt qui l'aurait dit d'Anastasio Somoza Garcia. En 1933, lorsqu'une troupe de guérilleros sous la conduite d'Augusto César Sandino a chassé les Usaméricains du Nicaragua, ceux-ci ont laissé sur place la sinistre Garde nationale, dont Somoza prit le commandement. Il disposait ainsi d'un moyen assuré de réprimer la résistance politique et fit assassiner traîtreusement Sandino en 1934 à Managua à l'issue de négociations de paix. Deux ans plus tard, il prenait le pouvoir par un putsch, fondant ainsi la dynastie des dictateurs Somoza.

Le terme très utilisé de « salaud », dont on se sert à dessein et précisément en raison de l'absence de scrupules qu'il évoque pour se laver les mains des agressions impérialistes pourrait s'appliquer à tous les dictateurs latino-américains et autocrates d'autres régions du monde. Prendre pour cibles ces mêmes « salauds » parce qu'ils ont fait précisément ce qu'on leur a demandé et pour quoi on les a armés n'est que la poursuite logique du même principe dans le sens inverse. L'ignorer délibérément, comme les croisés des droits humains le font depuis les conflits dans les Balkans, ne peut être réduit à une courte mémoire de l'Histoire. Il s'agirait plutôt du calcul infatué de personnages profondément bourgeois, dont l'agressivité débridée a trouvé une occasion légitime de se donner libre cours ainsi qu'une utilisation carriériste. C'est le fait de propagateurs zélés de stéréotypes racistes et culturalistes qui déclarent close la question des systèmes politiques et escamotent les luttes sociales.



Le Président libyen Mouammar Kadhafi

La manière dont l'establishment politique US traite Kadhafi montre à quelle vitesse un allié apprécié peut se muer en paria persécuté. L'an dernier encore le chef de l'État libyen, soutenu par Washington, était un poste avancé en Afrique du Nord dans le cadre de la « lutte contre le terrorisme ». En milieu de semaine dernière Wikileaks a publié des câbles diplomatiques qui donnent un aperçu de l'étroite collaboration entre politiciens US de haut rang et le dirigeant libyen. Elles ne sauraient offrir plus grand contraste avec le mot d'ordre actuel : pourchasser ce cruel dictateur et le tuer ou mieux : le traduire devant la Cour des vainqueurs de La Haye pour lui faire un procès bidon.

Certes on ne faisait pas entière confiance à Kadhafi sur les moyens employés, mais le but poursuivi ne lui valait que louanges pour sa fiabilité et son efficacité. Le sénateur et ex- candidat républicain à la Maison Blanche, John McCain, a récemment diabolisé Kadhafi, le nommant « l'un des plus sanguinaires dictateurs du monde ». Il y a à peine deux ans qu'il parlait d'un autre ton lors d'une rencontre à Tripoli. En août 2009 les sénateurs/trices John McCain, Lindsey Graham, Susan Collins et Joe Lieberman se sont rendus dans la capitale libyenne pour discuter de questions de sécurité avec Kadhafi et l'un de ses fils, Mouatassim. Selon un câble diplomatique, McCain a affirmé à ses interlocuteurs que les USA étaient prêts à livrer à la Libye tout l'armement nécessaire sous ce rapport. Il a encouragé Mouatassim Kadhafi, alors Conseiller national pour la sécurité, à envisager à long terme une coopération bilatérale en matière de sécurité. Si de petits obstacles venaient à surgir, on les écarterait. McCain a évoqué dans ce cadre l'étroite collaboration militaire entre son pays et la Libye, en particulier la formation d'officiers libyens dans des académies US. (1)

Le câble prête à Liebermann les propos suivants : dix ans plus tôt, on n'aurait pu imaginer qu'un jour on serait à Tripoli pour se voir souhaiter la bienvenue par le fils de Mouammar Kadhafi. La Libye était maintenant un allié de poids dans la « guerre contre le terrorisme » et le sénateur aurait ajouté que parfois des ennemis communs créaient des solides liens d'amitié. Les « ennemis » étaient bien sûr les groupes islamistes qui se concentraient dans l'Est de la Libye. Selon l'ambassade US, le bilan de la rencontre avec les Kadhafi était positif ; les liens entre les deux pays en sortaient renforcés.

Ce même McCain qui aujourd'hui hurle, écumant de rage, que Kadhafi a sur les mains du sang américain, avait alors conseillé au chef d'État libyen de traiter avec discrétion la libération imminente d'Abdelbaset Al Megrahi, alors prisonnier en Écosse, car c'était là une question sensible aux USA. On était là pour renforcer les liens bilatéraux, non pour les empêcher. Certes le bouc émissaire de l'attentat de Lockerbie a été fêté en héros par le gouvernement libyen lors de son retour au bercail, mais à Tripoli McCain souligne que le sang américain versé ne posait problème que dans la mesure où la question des commanditaires de l'attentat était relancée et risquait de recevoir une réponse différente.

Dans les câbles livrés au public par WikiLeaks figure aussi une évaluation de la visite historique à Tripoli, en août 2009, de la Secrétaire d'État aux Affaires étrangères d'alors, Condoleezza Rice. On disait alors que la Libye était un partenaire de poids dans la guerre contre le terrorisme, que la collaboration se déroulait parfaitement, et que la coopération en matière de politique sécuritaire était un pilier des relations bilatérales et servait un intérêt stratégique commun.

En février 2009 l'ambassade US met en avant le succès remporté par le gouvernement Kadhafi contre un réseau opérant dans l'Est du pays qui envoyait des combattants en Algérie et en Irak et projetait des attentats contre des objectifs libyens névralgiques au plan sécuritaire. Cette opération avait permis l'arrestation de plus de 100 personnes. En avril 2009, en amont d'une visite de Mouatassim Kadhafi à Washington il a été question de la formation des officiers libyens et de futures livraisons d'armes. L'ambassade décrivait le fils de Kadhafi comme un personnage influent au sein du gouvernement et le possible successeur de son père. Cette visite offrait une occasion de normaliser les relations. Puisque l'appareil sécuritaire libyen était placé sous le contrôle du visiteur, on demandait son soutien en matière de sécurité et d'engagement militaire. Un câble de mai 2009 contient des détails sur une rencontre consensuelle de plusieurs heures entre Mouammar Kadhafi et le chef d'État-major de l'époque du Commandement Afrique des USA (AFRICOM), le général William Ward.

Assez souvent les câbles diplomatiques font état de « mines d'or » pour les firmes pétrolières et du bâtiment US-américaine ; les avancées de la privatisation et le projet d'une Bourse à Tripoli sont signalés avec bienveillance. À l'inverse, en 2008 et 2009 on exprime des craintes sur la participation des entreprises US aux « milliards à gagner» : Kadhafi ne finirait-il pas par nationaliser l'industrie pétrolière, pour négocier des contrats plus avantageux pour son pays avec les firmes étrangères ?

Le futur du continent africain se joue en Libye

Par Joël Léon

Au moment où j'écris ce texte, le pays des 150 tribus vit une sombre période de son histoire, après six mois d'intenses bombardements par l'Organisation Traite Atlantique Nord, OTAN, et de combats, opposant les loyalistes du régime du colonel Mouammar Kadhafi aux rebelles coalisés sous le nom de Conseil national de transition. Le 21 Août dernier, ces derniers parvinrent à entrer dans Tripoli, la capitale du pays, le dernier rempart du régime vieux de 42 ans. Les informations pleuvaient. Les puissantes agences internationales et télévisions impériales, telles que : BBC, CNN, Reuters, AFP, RFI…bombardaient l'opinion publique mondiale d'informations que nul ne pouvait vérifier. C'était l'intoxication totale en lieu et place d'informations. Les journalistes qui ne pliaient pas sous le diktat de la désinformation étaient indexés et traités en parents pauvres. Les cas des journalistes, spécialement de « Réseau Voltaire », Thierry Meyssan, Mahdi Darius Nazemroaya, Julien Tell et Mathieu Azanon, sont les 4 cas exemplaires des péripéties du courant indépendant de la presse mondiale. Apres avoir été trahis par leurs propres collègues de la « grande presse », celle acquise à la cause de l'OTAN, et menacés par les « freedom fighters », ils ont été heureusement libres de pouvoir gagner leurs foyers et familles. L'humanité vous sera reconnaissante ! Maintenant, jetons un regard critique sur l'invasion occidentale de la Libye dans un contexte historique et d'avenir.

Mouammar Kadhafi représente le dernier d'une catégorie de leaders Africains des années 60 qui rejetèrent le néocolonialisme comme nouvelle doctrine politique, culturelle, sociale et économique. Ces héros africains, pour la plupart sortis des entrailles du colonialisme, refusèrent de rééditer le modèle néocolonial dans les anciennes colonies. Ils connurent, presque tous, une fin tragique. Patrice Lumumba, le congolais, lâchement exécuté un soir du 17 Janvier 1961, puis son corps dissous dans de l'acide sulfurique. Des agents qui travaillaient pour le compte du gouvernement Belge et de la CIA furent les principaux responsables de l'assassinat odieux du leader indépendantiste et panafricain. Kwameh Nkrumah, le premier président Ghanéen, fut expulsé du pouvoir, lors d'une visite en Chine pour ne plus revenir. Il mourut en exil. L'avion de Samora Machel, le Mozambicain, explosa en vol au retour d'un voyage le 19 octobre 1986. Robert Mugabe, le Zimbabwéen, résiste encore aux assauts des néocolons, sera t il la prochaine cible ?

On a rapporté que Mouammar Kadhafi fut pris de chagrin et de tristesse en deux occasions lors des funérailles du leader Egyptien, Gamal Abdel Nasser. Cela reflète irréversiblement son allégeance émotionnelle à la cause anti-coloniale. Car Nasser représentait à l'époque le courant anti-impérialiste qui battait son plein dans le monde Arabe et Africain. Arrivé au pouvoir à 27 ans d'age, en 1969, dans un contexte de bouleversement mondial et de remise en question de l'ordre impérial, Kadhafi allait propulser la Libye sur la carte géographique comme la terre de la souveraineté et du non-alignement aidant les autres peuples qui souffraient encore silencieusement dans la servitude des puissances occidentales. Cela rappelle étrangement le rôle de la république d'Haïti qui, par les armes, en 1804, après avoir arraché son indépendance à la France du général Napoléon, supporta Simon Bolivar avec bateaux, militaires, armes munitions, et beaucoup d'argent pour aller libérer les autres peuples qui croupissaient dans l'esclavage en Amérique du sud. A ce moment là, les autorités haïtiennes exigèrent de lui une seule condition, la libération de tous les esclaves. Ainsi furent libérés les peuples du Venezuela, de la Bolivie, du Pérou et de l'Equateur.

De 1969 à hier encore, Kadhafi ne s'était jamais absenté d'une quelconque lutte anti-coloniale des peuples, notamment Africaine et Arabe. On a détecté sa signature jusqu'en Amérique du sud dans la lutte de la guérilla des FARCS contre les régimes pro-impérialistes qui se succédèrent en Colombie. Kadhafi fut un révolutionnaire convaincu qui, malgré l'age avancé, n'avait jamais abandonné d'un pouce ses convictions idéologiques. Même après 42 ans de pouvoir. L'occident a toujours voulu sa peau, parce qu'il était gênant. Des états Africains sont orphelins d'un père généreux, l'Union Africaine est menacée dans son existence même, des organisations de la société civile seront aux abois avec la fin du kadhafisme. En un mot, les luttes souveraines des peuples souffriront beaucoup de l'absence de ce foyer rebelle au pouvoir. L'assistant ministre des affaires étrangères Kenyanes, Mr Richard Onyonka, a déclaré sur la BBC, et je cite « Les Kenyans voyaient Kadhafi comme quelqu'un qui avait fait des choses positives, spécialement pour les mouvements de libération en Afrique. Il avait joué un grand rôle dans la lutte contre l'apartheid et le colonialisme ».

En 2009, après avoir payé des millions de dollars aux familles des victimes de l'attentat de Lockerbie, il fut soudainement devenu fréquentable après des années d'isolement. L'Occident s'aligna pour recevoir des contrats juteux du gouvernement. À l'assemblée générale des Nations Unies de la même année, l'ONU, il avait qualifié le conseil de sécurité de « conseil de terreur ». Avec toutes ses guerres et sanctions économiques contre les états qui refusent de plier sous les injonctions impériales, le qualificatif était nécessaire. La réaction fut fulgurante, le guide n'eut rien perdu de son discours, de sa conviction, ni de son engagement anti-impérial. Toutefois, Kadhafi n'était pas irréprochable.

Au-delà de la diffusion massive d'informations et d'analyses orientées dans le sens des rebelles, il y a lieu de présenter les faits autrement plus proches de la réalité.

Pour commencer, Kadhafi n'a jamais été le tyran auquel on l'avait toujours présenté dans la presse occidentale. Le plus grand reproche qu'on puisse adresser au guide libyen, c'est son obstination à s'accrocher au pouvoir. Je trouve ridicule de diriger un pays personnellement pendant 42 ans. Agir ainsi, c'est réduire la perception internationale du pays à l'état d'un individu, et cela crée beaucoup de frustrations. La domestication des institutions par l'introduction de ses fils, parents, amis et individus de sa tribu dans les postes importants, projette une lueur dynastique du régime. A part cela, les reproches adressés sont communs à tout régime politique. Après quoi, Kadhafi reste et demeure un grand indépendantiste Africain.

A travers la Libye c'est le procès de tout l'occident qui se déroule sous nos yeux. C'est le capitalisme qui est contraint de marcher de bêtises en bêtises. Le mercantilisme qui a toujours marqué le système financier et économique mondial dans ses relations avec les états périphériques et même entre eux, s'affirme nu devant l'opinion publique mondial. Le christianisme, longtemps utilisé comme porte-à-faux, s'effrite même dans les bastions les plus religieux du monde occidental. Les fidèles chrétiens en ont marre des mensonges éhontés des prélats et des maîtres du monde. Les gens ne vont plus à l'église, parce que les 10 commandements de Moise ont été remplacés par les lois du marché.

Nouriel Roubini, grand économiste capitaliste a déclaré dans le « wall street journal» et je cite, « Nous pensions que les lois du marché étaient la solution. Elles ne le sont plus ». Donc, le système qu'on impose aux économies des états affaiblis est un « mort-né », un comprimé périmé. Ceux qui pensèrent que les guerres pour les matières premières étaient terminées au profit des conquêtes de marché se trompent. Aujourd'hui encore, le pétrole est à la base des guerres d'usure d'Irak et de la Libye. Demain la guerre se fera pour l'eau et autres ressources indispensables à l'existence de l'homme. La marche vers la marchandisation totale se poursuit. Heureusement l'armée mondiale des citoyens prend la forme d'un torrent en furie auquel rien ne peut résister.

Grâce à la presse alternative et indépendante, les mensonges de la « grande presse » ne sont plus impossibles à démasquer. De vrais journalistes essaient de contrebalancer le monopole mondial de l'information en offrant aux citoyens de tous les pays le choix entre le mensonge et la vérité. La guerre Libyenne a permis de mesurer le taux de scepticisme des citoyens par rapport aux informations truquées de CNN, FOX, RFI, BBC, RADIO CANADA, AFP, REUTERS…Ils optent pour une alternative, l'Internet le procure. Pendant le conflit, ils étaient des millions à se rendre sur le net pour s'informer. Malheureusement, les peuples du tiers-monde traînent encore loin derrière avant d'accéder à la technologie libératrice. L'arme du mensonge est affaiblie, c'est pourquoi on assistera à une menace grandissante d'invasions militaires et de coup d'état dans le monde, notamment en Afrique. La base morale du capitalisme est pervertie, il ne reste que les armes de destruction massive. Donc, répression, persécution deviennent inévitables. Cela annonce la fin du système. L'humanité basculera dans la dure réalité du XVIIIe siècle d'avant la révolution de 1789, quand les rois eurent droit de vie et de mort sur leurs sujets. Mais l'autre monde dépourvu de maîtres et d'esclaves s'annonce.

La Libye vient de faire les frais du mercantilisme payant de l'occident qui convoitait le pétrole de ce pays. L'un des objectifs de la guerre Libyenne est la poursuite du processus de « désorganisation et réorganisation » en cours depuis l'année 1976. Donc, l'occident réorganise l'Afrique du nord sur mesure et, certainement à des fins mercantiles et stratégiques afin de s'assurer des richesses du vieux continent. L'enjeu fondamental, c'est que « les victoires militaires n'ont jamais suffi à assurer la pérennité des empires ». Au contraire, l'OTAN vient d'ouvrir un autre front dangereux pour d'autres conflits. La situation apparaît comme celle du début des années 60 où l'on agitait le spectre de la décolonisation. Les convulsions créées de toute pièce par l'occident suscitent de l'effroi qui accaparait les ancêtres de Kadhafi. Aujourd'hui, ils se demandent « que faire » contre la recolonisation du continent. Des intellectuels prédisent la remontée des mouvements Indigènes de libération nationale à côté des guerres civiles qui y font déjà rage. Ils pensent que les interventions manu militari des blancs peuvent unir les tribus contre les envahisseurs. De là peut se déclencher le second round de combat pour la libération politique, économique et militaire de l'Afrique. L'intégrisme islamiste que redoute tant l'occident, tout en l'utilisant pour détruire ses adversaires, s'imposera comme une vraie menace. C'est le temps des « brasiers ».

Kadhafi, l'un des derniers lions du continent Africain, représentait un obstacle au plan impérialiste de reconquérir l'Afrique. Son élimination physique et psychologique est la seule solution. Au moment où je termine ce texte, le guide est en fuite mais tout en résistant. La paix n'est pas pour demain en Libye. L'histoire retiendra que Kadhafi avait résisté à la plus grande armée occidentale pendant plus de 6 mois et, il résiste encore. Quelque soit l'issue de Kadhafi, les progressistes du monde entier ont un autre exemple de bravoure comme référence dans la lutte anti-impériale.

Que vive le peuple Libyen !

Suite de la page (4)

Donc il n'a pas de résidence en Haïti, il semble qu'il n'est pas [propriétaire] et qu'il ne paie pas ces taxes ici … », a-t-il fait remarquer.

Le vice-président du Sénat reste ferme sur sa position, il a réaffirmé qu'il ne votera pas un candidat qui ne respecte pas strictement les prescrits de la constitution, qui recommande d'avoir résidé dans le pays au moins cinq (5) ans pour qu'un citoyen haïtien devienne chef du gouvernement.

Le leader du Mouvement des Paysans de Papaye (MPP) Chavannes Jean Baptiste va plus loin, selon lui, cette désignation constitue un abandon total de ce qui reste de la souveraineté nationale. Il a protesté contre l'ingérence étrangère dans la nomination d'un fonctionnaire des Nations Unies dont la présence sur l'échiquier politique viserait définitivement à consacrer la mise sous tutelle d'Haïti. Il dénonce également la violation flagrante de l'article 157 de la Constitution dont les dispositions relatives au nombre d'années de résidence serait incompatible avec la situation actuelle du candidat à la Primature.

Il est clair aujourd'hui qu'en Haïti il y a un pouvoir de doublure avec la présence de l'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton au palais national, à la tête d'un soi-disant « Conseil Consultatif présidentiel pour le développement économique et les investissements. » La main invisible de Bill Clinton dans la désignation de Garry Conille n'est pas un secret pour les gens avisés. De plus Garry Conille était le chef du Bureau de Bill Clinton comme coprésident de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) et envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon. Pour imposer Garry Conille comme Premier ministre, toutes lois du pays devront être bafouées pour satisfaire les intérêts des grandes puissances impérialistes et ceux des grands mangeurs locaux.

Suite de la page (13)

pays comme la République dominicaine et les Bahamas contredisent ouvertement les Etats-Unis et l'Union européenne est aussi significatif.

Deux jours avant le deuxième tour des élections présidentielles qui ont mis Martelly au pouvoir, Aristide est parti du Nicaragua pour atterrir à Port au Prince. L'affluence des masses venues l'accueillir à été ignorée par les médias. L'avenir reste incertain.

Les puissances économiques et militaires de ce monde ont certes perdu de leur influence, mais ils restent des acteurs importants. Est-ce qu'Aristide va réussir à se porter à nouveau candidat pour les présidentielles ? Officiellement, la constitution de 1987 ne permet pas un troisième mandat. Mais cette même constitution dit aussi qu'un mandat dure cinq ans. Dans tout les cas, ce n'est pas à Washington, New York, Paris, Ottawa, Londres ou Bruxelles de répondre à cette question. Seul le peuple haïtien peut faire ceci. La vraie question est : les pays industrialisés pourront-ils à nouveau empêcher que cela se produise ?

Quoiqu'on puisse dire d'Aristide, si le choix du peuple haïtien se porte sur lui, alors nous devons respecter cela. Commençons par exiger une opinion claire de nos députés européens et à faire pression sur nos gouvernements. Qu'une troisième fois puisse être la bonne fois pour Haïti.

Source originale : uitpers.be
Traduit du néerlandais par Christina Maertens
Investig'Action 30 août 2011

Une autre cause de méfiance était le rapprochement entre Kadhafi et la Russie, incluant non seulement de gros achats d'armement, mais aussi le projet en commun avec le gouvernement Poutine d'une base navale russe à Bengazi. En octobre 2008 l'ambassade US, de manière cynique, avait intitulé un câble relatif à la visite d'une flottille de guerre russe à Tripoli : « Al-Qadhafi: To Russia, with Love?» Une base navale militaire russe aurait sans doute constitué une assurance-vie pour le régime libyen, ce qui a bien sûr fait sonner le tocsin à l'OTAN.

Sans aucun doute Kadhafi, qui ne faisait pas plus confiance aux USA qu'eux-mêmes à lui, espérait assurer sa sécurité au moyen d'un large éventail de collaborations internationales. Outre ses relations avec divers pays africains, que la Libye soutenait de ses deniers et poussait à coopérer d'autres pays du continent, il avait entretenu aussi des contacts avec les gouvernements d'Amérique latine, hostiles à l'impérialisme US et européen.

Mouammar Kadhafi a été dans l'intervalle un allié appréciable pour les Occidentaux dans la « guerre contre le terrorisme », Washington espérait le voir prendre pour lui le contrôle de l'Afrique du Nord dans ce domaine, de même qu'il avait stoppé pour les Européens les flux de réfugiés. Mais les bouleversements survenus dans les pays arabes ont modifié la donne et les USA, comme la plupart des gouvernements européens ont estimé préférable de se débarrasser plus tôt que prévu du facteur potentiel d'insécurité que représentait Kadhafi, de placer la Libye sous protectorat et de continuer à attiser les feux dans cette région.

Note

1] **Error! Hyperlink reference not valid.**

Traduit par Michèle Mialane
Edité par Fausto Giudice

Tlaxcala 29/08/2011

Suite de la page (7)

pour Serge Conille, le macoute avait plus de valeur que le médecin. Pour penser qui est Serge Conille, on n'a qu'à penser à Roger Lafontant, Rony Gilot, Robert Germain. Ce furent ces quatre traîtres qui, en 1960, lors de la grève des étudiants, avaient dénoncé certains camarades de l'UNEH (Union Nationale des Etudiants Haitiens), de l'ADEM (Association des étudiants de médecine et de pharmacie) et d'autres de la Faculté de Médecine. Papa Doc avait macoutisé cette faculté et toutes les autres en décembre 1960 avec la complicité justement du père de ce Gary Conille, que tout le monde veut faire passer pour un saint, le seul homme compétent du pays. Beaucoup d'étudiants, dont Guy Lominy et Yvon Piverger (en 1963), avaient perdu leur vie à cause de l'acte malhonnête de Serge Conille. Concernant cette grève qui était à un pas de renverser le régime, la dictature sanglante de Papa Doc, on peut lire effectivement dans Alter Presse dans un entrefilet daté du 29 juillet 2009:

Mais un coup dur fut porté à cette protestation par quelques traîtres dont Roger Lafontant, étudiant en médecine lors et Secrétaire Général adjoint de l'UNEH, Rony Gilot, Serge Conille et Robert Germain admis à la faculté de Médecine de manière irrégulière. Il faut également mentionner le nom de l'étudiant en médecine Didier Cédras, l'un des principaux espions de papa doc au niveau de cette Faculté et frère aîné de Raoul Cédras qui allait 30 ans plus tard se couvrir les mains du sang du peuple haïtien, lors du coup d'état sanglant de septembre 1991.

Donc, doit-on récompenser les fils d'anciens tontons macoutes qui ont fait tant de tort au pays? Ces fils de tonton macoute sont-ils les seuls docteurs, les seuls technocrates, les seuls hommes compétents du pays? Donc, si Conille, qui vit en Haiti depuis moins de cinq ans, donc inacceptable selon la Constitution du pays, devait subir le même sort que ses frères Rouzier et Gousse, il y a fort à parier que le prochain candidat de Sweet Micky sera ou bien le fils de Raoul Cédras, ou bien celui de Roger Lafontant, de Rony Gillot, de Théodore Achille, de Jean-Marie Chanoine ou celui d'un autre fils de tonton macoute. Ou bien, choisira-t-il des petits bourgeois fils de macoute arrogant tels que Thierry Mayard-Paul ou Daniel Supplice, des suppliciers qui lui demandent déjà de suivre les traces de Papa et de Baby Doc.

En effet, c'est tellement affligeant de voir ces fils de tontons macoutes donner à Sweet Micky les mêmes schémas de l'administration de Baby Doc. En effet, tout comme fiston Duvalier, semaine après semaine, Sweet Micky va procéder à des inaugurations bidons dans le cadre " des grandes réalisations de Son Excellence". Aujourd'hui, Sweet Micky va inaugurer un marché, demain un place publique, le surlendemain une école, bref des choses qui n'ont rien à voir avec son administration-borlette.



De gauche à droite: Stanley Honorat, Jean-Claude Duvalier et Lamartinière Honorat, le premier chef de cabinet de Papa Doc



Dr. Rony Gilot

Dans quel pays, à part le nôtre, aura-t-on vu un président inaugurer un marché, une place publique et que la presse n'y trouve aucune anomalie. Au contraire, les propagandistes, ses nouveaux Dieudonné Poméro et ses Wilio du XXIeme siècle, je parle des Mayard Paul, des Supplice et autres fils d'anciens tonton macoutes, et les journaleux du " doyen de la presse haitienne", surtout Roberson Alphonse, catalogent ces sorties démagogiques de Sweet Micky " parmi les grandes réalisations de son Excellence M. le President de la Republique". On en rit mais on voudrait en pleurer. L'inauguration d'un marché relève du maire de la localité ou d'un autre personnage de même rang. Que vient chercher un " président " dans l'inauguration d'un marché?

Mais alors, que veut-on lorsqu'un gouvernement et / ou un chef d'état est sans programme ? Qu'espère-t-on d'autre si ce président s'appelle Sweet Micky. Il doit se rendre au marché pour prêter l'oreille aux propos orduriers tombant de la bouche de certaines marchandes de poissons quitte à les débiter sans retenue sur un char, non sans psalmodier la mère des petits bandleaders sans vergogne et sans talent de TVice, qui ne savent pas que la honte infligée à leur mère déshonorée par Michel Marthelly les rend indignes de vivre. Ces petits gars sans formation n'ont sans aucun doute pas lu Le Cid, ignorant donc le concept d'un père (ou d'une mère) déshonoré. Sans doute, Monlucifer Louis Kébreau (au lieu de Monseigneur) n'était pas au courant de cet aspect de la personnalité de son ouaille Sweet Micky à qui il ne cesse de donner la communion sans confession ; allant même jusqu'à lui demander d'enfiler son costume de Sweet Micky.

Par enfiler son costume de Sweet Micky, le tonton macoute en soutane ne sait-il pas que cela veut dire : baisser son pantalon, exhiber son corps nu, comme " Son Excellence le président de la République" l'avait fait en août 2008 au club Louco, à Petit Goâve? Il pourrait l'enfiler effectivement à merveille en cet après-midi du 5 septembre au cours du défilé carnavalesque à Eastern Parkay pour s'exhiber à nouveau comme il l'avait fait, il y a moins de dix ans de cela. Il pourrait le faire dans le cadre de son 8ème voyage à l'étranger. Ce ne serait pas bien grave car on lui a donné la présidence du pays en récompense. En effet, les têtes creuses à la suite de Martelly ne racontent-ils pas que: " nous avons été trop longtemps bluffés par des gens de bien…, maintenant prenons notre chance avec un voyou" ? Quelle absurdité!

On doit dire NON à Garry Conille. Dire non à Garry Conille, c'est rendre justice à la mémoire de Guy Lominy, de celle d'Yves Piverger, de Joseph Roney et à d'autres, tous des jeunes de moins de 25 ans, qui ont trouvé la mort par la traitrise de Serge Conille, de Roger Lafontant, de Robert Germain, de Rony Gillot. Ce dernier, en bon macoute, a eu le culot de répondre à Leslie Péan en lui disant que: « J›étais contre la grève ! Vous conviendrez avec moi que l›on ne peut pas trahir des gens que l›on combattait ». On peut vraiment se rendre compte que les tontons macoutes sont vraiment intraitables. Si Gillot était contre cette grève, pourquoi avait-il accepté de l'argent de Duvalier alors qu'il était étudiant dans les années 1960? Pourquoi plus tard avait-il accepté de servir tête baissée (ou " tèt kale") des régimes sanguinaires comme ceux de François et de Jean-Claude Duvalier?

Rony Gillot faisait si bien son travail qu'il a été, comme son frère macoute Serge Conille, ministre de l'Information de Jean-Claude Duvalier et Roger Lafontant, ministre de l'Intérieur et de la Défense nationale. Si Rony Gillot était vraiment contre cette grève, il eut été ou bien en exil ou mort à Fort Dimanche. Il n'est vraiment pas trop tard de juger ce régime macoute, surtout que ses représentants directs sont en vie et lucides. C'est vraiment une insulte aux 30 000 victimes du duvaliérisme que Jean-Claude Duvalier vive sans inquiétude en Haiti. Si, comme l'a écrit Roberson Alphonse, le propagandiste de Sweet Micky, Rony Gilot est vraiment " doté d›un sens poussé du détail et d›une prodigieuse mémoire", il peut être vraiment d'accord avec moi.

Effectivement, tous les trois fils de tonton macoutes choisis par Sweet Micky Martelly sont des hommes très bien formés, surtout qu'ils avaient eu le privilège de vivre une vie en rose sous le régime des Duvalier, qu'il s'agisse de Daniel Rouzier, de Bernard Gousse et de Gary Conille. Mais sont-ils les seuls hommes compétents du pays? S'opposer à eux ne signifie pas qu'on "critique Son Excellence". On doit se montrer vigilant, car la stratégie de la classe dominante en Haïti est de placer ces hommes à la tête du gouvernement pouvant défendre leurs intérêts et pouvant nous conduire à la catastrophe d'un " duvaliérisme sans Duvalier". Sweet Micky est bien placé pour faire ce travail pour la bourgeoisie dont il est le représentant authentique. Le retour du duvaliérisme et du jean-claudisme est inacceptable, une honte pour la nation.

Donc, avec Sweet Micky Marthely, c'est le retour en force du duvaliérisme et du jean-claudisme au pouvoir. Jean-Claude Duvalier se trouve au pays sans la moindre inquiétude, célébrant allègrement ses 60 ans parmi ses anciens partisans (dont Lamartiniere Honorat, oncle de Bernard Gousse) après que le régime de son père et le sien (*pitit tig se tig*) ont envoyé vers l'au-delà plus de 30 000 Haïtiens! En tout cas, que Sweet Micky patiente. Dans un an ou deux, il pourra choisir un vrai grand premier sinistre (à défaut de ministre): François Nicolas Jean-Claude Duvalier, fils de Baby Doc qui aura alors ses 30 ans. Ce sera la consécration du duvaliérisme par Michel Joseph Marthelly, l'éternel Sweet Micky, cet enfant gâté de Monlucifer Louis Kébreau (j'ai failli écrire Antonio Kebreau).

Avec Michel Joseph Martelly, on assiste décidément, à la renaissance du duvaliérisme, à un " duvaliérisme sans Duvalier".

5 septembre 2011

Suite de la page (8)

Haïti, Michaëlle Jean ; l'ex-président de la Colombie, Alvaro Uribe ; des anciens Premiers ministres étrangers, Jose Maria Azmar, (Espagne) et Percival Patterson (Jamaïque) ; l'actionnaire principal de la compagnie téléphone Digicel, Dennis O'Brien.

Le siège du Conseil doit se trouver au Palais national, selon l'un des concepteurs de ce projet, Paulson Philippe-Pierre, dans une interview accordée au Journal, Le Nouvelliste. A la question posée, où siègera le Conseil Consultatif pour le développement économique et les investissements ? Il a répondu sans hésiter « Au palais national ». Et il a ajouté : « Il sera rattaché au cabinet particulier du président. L'espace officiel du Conseil sera ici (au palais). Cependant, il y aura des membres venant de l'étranger. Il est fort probable que des réunions du Conseil se tiennent à l'étranger. »

Rappelons que le président Martelly a déjà créé un conseil dénommé : « Conseil Technique présidentiel, (CTP) » le mois dernier. Des instruments fabriqués de toutes pièces, du même acabit pour satisfaire les intérêts des grandes puissances impérialistes, des sous-impérialistes et de leurs proches. Sous l'administration de l'ex-président René Préval, des commissions spéciales avaient été créées, des centaines de millions de dollars ont été dilapidés, rien n'a changé, la situation des masses pauvres ne fait que s'empirer. Après le séisme du 12 janvier 2010, la CIRH a été créée sous de vives contestations. Plus de 4 milliards de dollars US ont été gaspillés avec la présence de Bill Clinton et de Jean Max Bellerive à la tête de cet instrument de domination, et dont on ne sait comment ils ont été dépensés, alors que la situation des victimes du tremblement de terre du 12 janvier reste la même. Environ un million de victimes vit toujours dans les camps des déplacés, exposés aux menaces d'expulsion forcée et dans des conditions très malsaines et inhumaines. Tandis que les proches du pouvoir de Préval/ Bellerive et les dirigeants des Organisations Non Gouvernementales internationales (ONG) s'enrichissent au détriment des pauvres.

La nouvelle équipe au pouvoir depuis le 14 mai dirigée par Martelly, après plus de 100 jours, utilise les mêmes méthodes avec des mots différents et de nouveaux grands mangeurs de la classe moyenne, ou de la petite bourgeoisie et de ladite communauté internationale pour continuer à dilapider les ressources du pays. Et alors que peut-on espérer du nouvel instrument de domination et d'exploitation qu'est le Conseil Consultatif présidentiel pour le développement et les investissements ? Presque rien, assurément.

Les commémorations orwelliennes du 11-Septembre annoncent de nouvelles guerres

Par Thierry Meyssan

Le dixième anniversaire des attentats du 11-Septembre donne lieu à une débauche d'articles, de documentaires et de programmes audio-visuels pour certifier la version bushienne des événements, alors que l'opinion publique mondiale est devenue majoritairement sceptique. Pour Thierry Meyssan, qui est à l'origine du débat mondial sur l'interprétation des attentats, cette écrasante campagne médiatique est l'ultime tentative du système impérial pour préserver son apparente légitimité et justifier ses prochaines guerres.

Il est étrange d'observer la manière dont la presse occidentale célèbre le dixième anniversaire des attentats du 11-Septembre : alors que le sujet pourrait être abordé sous des angles très divers, un mot d'ordre s'est imposé ou a été imposé. Les médias rivalisent en matière de témoignages sur le thème : « Que faisiez-vous ce jour-là, à ce moment-là ? ». Cette approche illustre la volonté collective de ne pas prendre de recul, de ne pas analyser l'événement et ses conséquences, pour se limiter au seul registre de l'émotion instantanée, bref de ne pas faire de journalisme, mais du grand spectacle.

Cette commémoration s'accompagne d'injonctions orwelliennes : « Comment osez-vous douter de la version officielle, face à la douleur des familles de victimes ? », ou encore « Ceux qui remettent en cause la version officielle sont des négationnistes ennemis de la démocratie ! ». Or, précisément, le respect des victimes —pas seulement celles qui sont mortes ce jour-là aux États-Unis, mais aussi celles qui sont mortes des conséquences en Afghanistan, en Irak, en Libye et ailleurs— exige que nous cherchions la vérité au lieu de nous contenter de mensonges abracadabrantesques. Et comment pouvons-nous faire vivre la démocratie si nous ne questionnons pas les vérités officielles, pire si nous remplaçons le débat argumenté par l'injure ?

Dès les jours suivants les attentats, à travers une série d'articles, puis

Suite à la page (19)



Dixième anniversaire des attentats du 11-Septembre



De gauche à droite Laura et l'ex-président George Bush, Michelle et le président Barack Obama

Wikileaks révèle des demandes d'argent pour les « Dames en blanc » et d'autres groupes à Cuba

Par Iroel Sanchez

Deux câbles diffusés par Wikileaks révèlent des demandes d'argent réalisées par le Chef du Bureau des Intérêts des Etats-Unis à Cuba (SINA), Jonathan Farrar, pour les groupes que finance le gouvernement Nord-américain dans l'île.

Dans un des documents - daté du 31 Juillet 2008- la SINA demande 5000 dollars pour Laura Pollan, la personne qui dirige le groupe connu sous le nom de « Dames en blanc » et détaille ses coordonnées personnelles, y compris son adresse postale, et son numéro de téléphone. Dans le même câble, la SINA demande 3000 dollars pour un « Collège de pédagogues » avec les données personnelles d'une personne dénommée Roberto de Miranda, dont il est dit qu'il a reçu des fonds d'autres « ambassades amies ».

Un autre câble, daté du 15 septembre 2008, contient une demande de 5000 dollars destinés à la prétendue « Agenda pour la Transition », avec les coordonnées de Maria Beatriz Roque et de Vladimir Roca, en plus de la mention faite d'Elizardo Sanchez, qui s'est récemment ridiculisé en fournissant à la presse étrangère accréditée dans l'île une prétendue liste de « prisonniers politiques » dans laquelle il avait inclu des footballeurs boliviens, un peintre du dix-huitième siècle et des volleyeuses péruviennes.

Les documents envoyés signalent que les « Dames en blanc » et « les membres de l'Agenda pour la Transition », « ont reçu des fonds par le passé, mais nous n'avons aucun détail concernant les sources et les montants », ce qui révèle combien le gouvernement des États-Unis contrôle mal l'argent de ses contribuables, en plus de confirmer que la SINA n'est pas la seule voie de financement de ces groupes.

Suite à la page (18)



Laura Pollan, qui dirige le groupe connu sous le nom de « Dames en blanc »

La Palestine va présenter sa demande d'adhésion à l'ONU malgré les menaces américaines

Par Ghada Hamrouche

Les évènements s'accélèrent au Moyen-Orient, après la rupture des relations diplomatiques entre la Turquie et Israël. Le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé, hier, que la Palestine va présenter, comme prévu, une demande d'adhésion aux Nations unies le 20 septembre prochain. La Palestine poursuivra donc, sa démarche «en dépit des menaces américaines de suspendre leur aide financière», a expliqué M. Abbas. «Nous irons à l'ONU pour obtenir une reconnaissance internationale de l'Etat de Palestine, malgré les obstacles et les dangers, y compris les menaces américaines de suspendre une aide annuelle de 470 millions de dollars», a souligné M. Abbas au quotidien jordanien Al-Raï. «Si Washington utilise son veto contre nous, cela ne signifie pas une rupture. Nous avons eu nos différends dans le passé avec les Etats-Unis», dira-t-il, ajoutant que les autorités palestiniennes allaient prendre «une décision adaptée aux circonstances».La direction palestinienne avait confirmé, jeudi dernier, son intention de présenter une demande d'adhésion aux Nations unies le 20 septembre, mais elle doit encore annoncer si elle choisit de passer par le Conseil de sécurité ou par l'Assemblée générale. Le président Abbas a affirmé, par ailleurs, que les pourparlers inter-palestiniens sur la formation d'un gouvernement de «technocrates» reprendront «après le mois d'octobre». «Les pourparlers pour former un gouvernement reprendront après octobre, malgré les menaces d'Israël de geler les fonds de l'Autorité palestinienne», a déclaré M. Abbas. «Le prochain gouvernement ne sera pas un gouvernement d'union nationale. Ce sera un gouvernement de technocrates qui supervisera les élections générales. Si elles ont lieu en mai, je ne me présenterai pas à la présidence», a-t-il réaffirmé. Devant la nouvelle synergie au Moyen-Orient, l'Etat sioniste continue à nier tout lien entre l'isolement régional d'Israël, confronté à de graves crises diplomatiques avec l'Egypte et la Turquie, et l'impasse totale dans les négociations avec les Palestiniens.«Tout cela n'a rien à voir. La haine des foules contre Israël existait même lorsque des négociations directes avaient lieu», a fait valoir le ministre israélien de l'Environnement, Gilad Erdan, un proche du premier ministre Benyamin Netanyahu. Pourtant, des voix s'élèvent pour s'inquiéter de l'isolement d'Israël à l'approche de la demande d'adhésion d'un Etat de Palestine à l'ONU. «En Turquie, le gouvernement est contre nous. En Egypte, la populace est contre nous et à l'ONU, la majorité des Etats-membres est contre nous», a résumé le présentateur de la radio publique Aryeh.

La Tribune 12 Septembre 2011



Le président palestinien Mahmoud Abbas

Les Palestiniens décidés à aller à l'ONU Les États-Unis annoncent qu'ils opposeront leur veto

Par Ghada Hamrouche

À quelques jours du dépôt de leur requête d'adhésion à l'ONU, les Palestiniens ont réaffirmé jeudi leur décision d'aller jusqu'au bout de leur démarche. Date qu'ont choisie les Américains pour affirmer explicitement qu'ils opposeront leur veto à cette requête. Le secrétaire général de l'institution onusienne affirme, pour sa part, que les Palestiniens devaient avoir leur Etat depuis longtemps.

Les Palestiniens ont donc réaffirmé jeudi leur détermination à soumettre au Conseil de sécurité de l'ONU leur demande d'adhésion d'un Etat de Palestine «pour protéger les droits du peuple et l'idée d'une solution à deux Etats». «Nous allons au Conseil de sécurité pour protéger les droits du peuple palestinien et l'idée d'une solution à deux Etats», a dit dans une déclaration le porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas, Nabil Abou Roudeina. «Nous ne voulons pas de problème avec l'administration américaine mais nous sommes engagés à des négociations fondées sur les lignes de 1967 et le gel de la colonisation», a-t-il indiqué, en référence à des positions soutenues publiquement par le président américain Barack Obama et rejetées par Israël. M. Abbas doit remettre en personne à M. Ban la demande d'adhésion le 20 septembre, faute de perspectives sérieuses de reprise des négociations de paix avec Israël, dans l'impasse depuis près d'un an.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a réitéré hier son soutien à la création d'un Etat palestinien qui «devrait exister depuis longtemps» et pour lequel les Palestiniens s'apprêtent à demander l'adhésion à l'ONU sur les frontières de 1967. «Je soutiens l'aspiration des Palestiniens à (se doter d') un Etat de Palestine indépendant et souverain. Il devrait exister depuis longtemps», a déclaré M. Ban à des journalistes au cours d'une visite en Australie. «La vision de deux Etats permettant à Israël et aux Palestiniens de vivre (…) côte à côte dans la paix et la sécurité, c'est une vision toujours valable et je la soutiens pleinement», a-t-il dit. Israël s'oppose, naturellement, à cette démarche, de même que les Etats-Unis qui ont menacé d'utiliser leur veto au Conseil de sécurité. Les Etats-Unis ont, d'ailleurs, annoncé formellement et explicitement jeudi qu'ils opposeraient leur veto à cette tentative des Palestiniens d'obtenir la reconnaissance de leur Etat à l'ONU.

«Cela ne devrait pas surprendre (…) que les Etats-Unis sont opposés à une démarche des Palestiniens à New York pour essayer d'établir un Etat qui ne peut être obtenu que par la négociation. Donc oui, si quelque chose vient à être voté au Conseil de sécurité, les Etats-Unis opposeront leur veto», a dit la porte-parole du département d'Etat Victoria Nuland. Mme Nuland a souligné que l'administration Obama avait exprimé de façon constante son opposition à une telle démarche. Elle a aussi estimé que la présentation d'une demande palestinienne demeurait incertaine. Les Palestiniens savent désormais à quelle sauce ils seront mangés le 20 septembre prochain.

La Tribune 10 septembre 2011

Une exécution aux Etats-Unis, 30 ans après l'abolition de la peine de mort en France

Il est devenu un symbole de la lutte contre la peine de mort aux Etats-Unis. Voilà 20 ans que cet afro-américain est dans le couloir de la mort, condamné en 1991 pour avoir tué un policier blanc en Géorgie.

Un cas emblématique car cet Etat du Sud est accusé d'être un peu trop prompt à envoyer à la mort des jeunes noirs. Surtout que sur les neuf témoins à charge dans l'affaire, sept se sont rétractés. Et comme il n'y a aucune preuve matérielle, l'arme du crime n'a même pas été retrouvée, ces témoignages sont les seuls éléments qui ont motivé la condamnation à mort.



Troy Davis devrait être exécuté le 21 septembre prochain. Il a épuisé tous les recours. Seul le comité des grâces peut le sauver, le 19 septembre

Mais rien à faire, Troy Davis n'a pas eu droit à un second procès. Et ce malgré la mobilisation d'associations et de personnalités aussi diverses que Benoît XVI et Jimmy Carter. Malgré les multiples campagnes de soutien, le juge fédéral de Géorgie a confirmé en 2009 la condamnation et la Cour suprême a refusé d'étudier le cas. Dernier espoir pour Troy Davis reste le comité des grâces de Géorgie qui peut le sauver le 19 septembre, deux jours avant son exécution programmée. Et également 30 ans, quasi jour pour jour, après l'abolition de la peine de mort en France

L'Humanité 13 Septembre 2011

Bye-Bye, MINUSTAH!

Suite de la page (13)

négative du système international. Il a fallu l'ONU pour transformer les Haïtiens en prisonniers de leur île."

Mais les appels à retirer les soldats brésiliens d'Haïti n'ont pas été entendus. Les vraies raisons pour le retrait à venir se trouvent dans la situation politico-économique brésilienne et une décision récente d'un tribunal néerlandais.

Les contributions des Brésiliens depuis 2004 pour la MINUSTAH ont dépassé R $ 1 milliard de reals. L›an dernier seulement l›entretien des soldats brésiliens en Haïti a coûté R $ 426 millions: R $ 140 millions pour les coûts annuels et d'autres dépenses, plus R $ 286 millions pour l›aide humanitaire envoyée après le séisme. En principe, l'ONU devait rembourser ces dépenses, mais ces dernières années les remboursements ont atteint seulement 16% des versements effectués par le gouvernement brésilien. En outre, le salaire des soldats brésiliens de la MINUSTAH a dépassé R $ 41 millions par an, mais ces coûts sont exclus des dépenses du Brésil en regard de la mission parce que ces soldats auraient droit à leurs salaires s›ils étaient au Brésil. Le gouvernement brésilien a bien sûr compris depuis longtemps ce saignement, mais il a serré ses dents et maintenu l›arrangement comme un pot de vin politique aux États-Unis en échange d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU. Sept ans plus tard, ce siège ne s›est pas matérialisé.

Si le coût actuel de la MINUSTAH parait élevé, il y aura probablement plus à payer. Dans une décision historique le mois dernier, un tribunal néerlandais a conclu que le gouvernement néerlandais est responsable de l›échec de ses soldats de l›ONU à protéger trois hommes musulmans de Bosnie qui furent tués par les Serbes pendant le massacre de Srebrenica en 1995. Jusqu›à présent, les soldats de l›ONU qui sont accusés de crimes étaient simplement mutés et renvoyés chez eux. Cette décision permet de poursuivre les pays participant à des forces de l›ONU pour crimes commis par leurs soldats. Compte tenu du rôle du Brésil dans la formation de la MINUSTAH, le gouvernement brésilien pourrait être responsable de tous les crimes de la MINUSTAH. En tout cas, les soldats brésiliens en Haïti sont accusés de meurtres de partisans d›Aristide et de nombreuses agressions sexuelles.

Une protestation tenue dans la ville du Cap Haïtien, la deuxième ville d›Haïti vient d'être organisé contre les Nations Unies pour mettre fin au fléau du choléra en Haïti. Plus tôt ce mois-ci, le 6 et 7 août, la MINUSTAH a encore une autre fois versé des excréments dans une rivièresource d'eau potable - cette fois-ci la rivière Hinche Guayamouc.

Le **tristement célèbre massacre** à Cité Soleil en 2006 impliquant ces troupes a été capturé sur vidéo. Des gens tués par des fusils de haut calibre M50 tirés des hélicoptères, de combat, à 4 heures du matin, incluaient des enfants, des femmes enceintes, et des hommes non armés qui dormaient encore dans leurs lits. Mertina Lélène une femme enceinte et âgée de 24 ans a été abattue à l›intérieur de sa maison et a survécu, mais elle a perdu son bébé de 6 mois. Un jeune instructeur a été tué chez lui, mais en mourant il a dit qu›il a été fusillé d›un hélicoptère de combat. L›ONU était pleinement conscient de ce qui ce passait, mais il a nié tuer, en dépit des preuves photographiques. Ces attaques ont été une rétribution de la MINUSTAH à cause de grandes manifestations par les gens qui demandaient le retour d›Aristide en Haïti.

La semaine avant l›attaque de l›ONU il y a eu plusieurs grandes manifestations à Cité Soleil demandant le retour du président Jean-Bertrand Aristide. Les résidents croient que la justification de l›ONU pour l›attaque, soit l›arrestation de ravisseurs dans une de leurs bases, n'était vraiment qu'une couverture pour une punition collective contre la communauté pour des manifs de ce genre.

Certains extrémistes brésiliens, comme M. Geraldo Cavagnari, un membre du Centre des Etudes Strategiques à l›Université de Campinas (Unicamp), continuent de dire que "*les soldats doivent rester sur place car il n'y a pas de risque, et il y a beaucoup de choses en jeu.*"



La MINUSTAH harcèle continuellement et humilie les Haïtiens

Tout le monde comprend ce que cela signifie d'avoir le siège du Conseil de Sécurité, et comme les Haïtiens sont inoffensifs, alors pourquoi ne pas continuer à les occuper? M. Augusto Heleno, un général retraité brésilien et ancien commandant de la MINUSTAH, a été plus pointu dans son avertissement à M. Amorim : ne pas donner aux forces armées une "*empreinte idéologique de gauche.*" On soupçonne que Cavagnari et Heleno ne sont pas au courant de la décision du tribunal néerlandais, ou le fait que Les Haïtiens ne sont pas si inoffensifs ces jours ci. L'introduction du choléra dans le pays immédiatement après le meurtre de Gérard Jean-Gilles, un garçon de 16 ans, a enflammé des affrontements si violents entre les Haïtiens et les soldats de l'ONU que l'ONU a dû imposer un couvre-feu pour ces soldats. D'innombrables manifestations ont eu lieu en Haïti et à l'étranger, et les protestations changent progressivement vers des demandes de réparation. Une proposition veut que le budget actuel de la MINUSTAH de 2,5 millions de dollars par jour devrait servir à l›indemnisation des victimes du choléra et à fournir de l›eau potable aux Haïtiens. *Ayibobo* !

Tribunaux néerlandais à part, au Brésil, le vent politique souffle maintenant dans une direction totalement différente. Les voix réactionnaires comme celles de Heleno et Cavagnari s›apaisent de plus en plus d'autant que les familles des gauchistes assassinés font pression pour créer une Commission de Vérité qui enquête et punisse les crimes qui ont eu lieu au Brésil pendant les 21 ans de la dictature. Déjà trois commandants militaires ont été forcés de démissionner. En effet, M. Amorim doit sa position aux hésitations de l›ancien ministre de la Défense Nelson Jobim sur la Commission de la Vérité.

Finie l›époque où les riches propriétaires d›entreprises textiles du Brésil, comme ABIT et AFRABAS tenaient les coffres de leur pays et les politiciens sous une telle emprise qu›ils pouvaient réquisitionner des milliers de leurs citoyens pour travailler dans leurs ateliers de misère. Juste quelques mois avant le séisme, des délégations de riches Brésiliens se pavanaient à Port-au-Prince avec M. Fritz Mevs, un propriétaires d'ateliers de misère en Haïti, et avec l'ancien président américain Bill Clinton, rêvant de sites pour leur zone de libre échange aux antilles. Mais tout s›est écroulé depuis le tremblement de terre, non seulement en Haïti, mais partout. Le ministère de la Défense brésilien est contraint à réduire son budget, car la croissance du pays a ralenti.

Ceux d›entre nous qui veulent voir Haïti regagner son indépendance feraient bien de soutenir les efforts du Brésil vers une Commission de Vérité et tous les projets du monde entier pour punir les soldats de l'ONU responsables de crimes. La vérité a jusqu›ici réussi là où le reste a échoué. En Haïti, où "croissance" signifie l›esclavage, et "démocratie" des élections prévues pour une occupation étrangère, il serait mieux d'avoir un peu moins de croissance et de démocratie, et un peu plus de vérité.

M. Amorim parait ne pas savoir comment sortir ses soldats d'Haiti. Je voudrais suggérer cette stratégie de sortie: que les soldats de la MINUSTAH emballent leurs effets, qu'on les transporte à l'aéroport Toussaint Louverture, et qu'ils partent par les premiers vols du TAM en partance pour Rio !

Le départ des soldats brésiliens devrait signifier la fin de la MINUSTAH. Les Brésiliens sont les plus nombreux d'entre eux, avec plus d›un quart du total des soldats.

Le reste provient de: l'Argentine, la Bolivie, le Canada, le Chili, l'Equateur, la France, le Guatemala, le Japon, la Jordanie, le Népal, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Corée du Sud, le Sri Lanka, les États-Unis, et l›Uruguay.

Les crimes de ces soldats sont bien connus et peuvent être facilement documentés pour que leurs auteurs soient poursuivis. Leurs pays respectifs devraient bientôt découvrir l'augmentation des coûts pour leurs soldats.

On est tenté de se demander pourquoi des pays sud-américains avec des gouvernements de gauche et nationalistes, comme la Bolivie et l›Equateur soutiennent l›occupation d›Haïti. Après tout, Cuba et le Venezuela ont amplement démontré ce qu'on peut réaliser en Haïti avec des médecins et travailleurs de la santé publique, au lieu de soldats. Mais, en concluant, il n'est pas nécessaire de tout dire. Il est préférable simplement de montrer la porte aux membres de la MINUSTAH et de leur conseiller de ne pas la claquer en partant.

Axis of Logic 8 Septembre, 2011

Arrestation d'un chef de gang dans la Grande-Anse

Selon ce qu'a confirmé l'inspecteur de police de la PNH, Pradel Cassamajor, basé dans le département de la Grande-Anse, le samedi 10 septembre dernier, un chef de gang du nom de Belge Altidor, surnommé 'Tiblan,' qui s'était retranché dans une vielle maisonnette perchée sur les hauteurs d'une montagne dans la commune de Dame-Marie, a été ligoté par les agents de la PNH affecté à l'USGPN.

Le chef de gang, Altidor, Tiblan, est un évadé de prison en cavale depuis la grande évasion du Pénitencier National le 12 janvier 2010. Il était une cible activement recherchée par la police. Le détenu Altidor qui attendait qu'il soit transféré au Pénitencier National à Port-au-Prince, était encore en garde à vue jusqu'au lundi 12 septembre 2011.

Deux évadés haïtiens de prison arrêtés aux Etats Unis

Selon les informations communiquées par le responsable de communication de la Police Nationale d'Haïti, Frantz Lerebours, deux individus, répondant aux noms de Patrick Gaspard et Dumond Bien-aimé, ont été arrêtés la semaine dernière aux Etats Unis par la police internationale.

Patrick Gaspard s'était évadé d'une prison haïtienne en 2004. Cherchant à se refugier aux Etats Unis, il avait modifié son identité avant de s'établir à Boston où il a été arrêté la semaine dernière. Quant à Dumond Bien-aimé qui a été lui aussi arrêté aux Etats Unis, il avait été condamné en mars 2008 par la justice haïtienne pour meurtre et association de malfaiteurs. Les deux hommes qui devaient être extradés dans leur pays d'origine, Haïti, par le gouvernement américain, devraient arriver à Port-au-Prince le mardi 13 septembre 2011.

Suite de la page (17)

La presse cubaine a publié des preuves des sommes reçues par Roque et les « Dames en blanc » et envoyées par des groupes terroristes domiciliés à Miami et quelques semaines après, ont circulé sur Internet divers reçus de paiements faits au nom de « L'Aide hispano-cubaine » et signés, entre autres, par Laura Pollan et Maria Beatriz Roque.

En résumé : Il est prouvé que la représentation diplomatique des États-Unis à Cuba trame le financement de la « lutte pour les droits de l'homme » dans l'île.

Les diplomates Nord-Américains eux-mêmes déclarent qu'en plus de ce moyen, existent d'autres sources de financement, y compris des ambassades d'autres pays à La Havane.

Il y a eu un manque de contrôle des fonds affectés à ces objectifs. Chacun de ces trois thèmes constitue un élément pour un bon titre d'article dans les médias qui suivent avec grand intérêt les activités de ces groupes et il est très probable que, comme cela est arrivé avec d'autres révélations choc de câbles diplomatiques concernant Cuba, cette presse opte pour le silence. Ce qui est arrivé concernant les relations de la SINA avec le coresponsable du journal El Pais à La Havane, qui viennent d'être rendus publics par un autre câble de Wikileaks, ne laisse pas beaucoup d'espoir en la matière.

Source : La Pupilla Insomne, 9 Septembre 2011
Traduit de l'espagnol par Marc Harpon
Changement de Société 12 septembre 2011

Les commémorations

Suite de la page (17)

dans les mois qui suivirent à travers des livres et des conférences, j'ai contesté la version bushienne de l'événement et j'ai accusé une faction du complexe militaro-industriel US dominée par les Straussiens de l'avoir commandité. Bien qu'initialement solitaire dans ma démarche et bien que conspué par la presse atlantiste, j'ai progressivement mobilisé l'opinion publique internationale, y compris aux États-Unis, jusqu'à ce que mes interrogations fassent irruption l'an dernier à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies. Plus les autorités US ont tenté de me contredire, plus elles se sont contredites elles-mêmes, et plus le doute s'est répandu. Aujourd'hui il est majoritaire.

Comme toujours, lorsque le vent tourne, les opportunistes préservent leur avenir en prenant leurs distances avec la version qu'ils ont longtemps défendue et qui prend l'eau de toutes parts. Ce fut le cas hier de MM. Kean et Hamilton, les co-présidents de la Commission présidentielle sur les attentats, qui se sont désolidarisés de leur propre rapport, c'est aujourd'hui celui de M. Clarck, le conseiller anti-terroriste de M. Bush, qui accuse ses collègues de dissimulation. En 10 ans, les autorités états-uniennes et britanniques ont été incapables de produire les preuves qu'elles avaient pourtant promises à l'Assemblée générale des Nations Unies pour justifier de leur action en « légitime défense » en Afghanistan. A contrario, elles ont montré qu'elles avaient un lourd secret à cacher et elles n'ont cessé de multiplier les mensonges pour le masquer. Qui oserait encore prétendre, comme Colin Powell au Conseil de sécurité, que Saddam Hussein est complice du 11-Septembre, ou comme Tony Blair qu'Oussama Ben Laden a commandité les attentats de Londres ?

Durant ces dix années, des experts toujours plus nombreux ont montré les incohérences de la version bushienne, que d'autres experts ont défendue. Si les arguments de ces derniers étaient convaincants, la polémique se serait éteinte. Mais ce débat a ceci de si peu scientifique que le partage entre les experts recoupe une ligne de séparation exclusivement politique. S'ils approuvent l'invasion de l'Afghanistan et le Patriot Act, alors ils affirment que les structures métalliques des Tours jumelles n'ont pas résisté à la chaleur des incendies, que la Tour 7 était trop fragile et qu'un avion s'est désintégré à l'intérieur du Pentagone. Au contraire, s'ils sont horrifiés par l'expansion militaire impériale et par la légitimation de la torture, ils considèrent comme impossible que les Tours jumelles soient les seules au monde à pouvoir s'effondrer ainsi, que la Tour 7 se soit effondrée par mimétisme, et qu'un gros Boeing soit entré dans le Pentagone par une porte cochère sans en abîmer le chambranle.

La version bushienne du 11-Septembre est devenue le dogme central de l'impérialisme. Nous sommes sommés d'y croire comme en une vérité révélée. Faute de quoi nous remettons en cause le Nouvel Ordre Mondial et sommes rejetés comme hérétiques et complices intellectuels du terrorisme.



Nicolas Sarkozy : « Dix ans ont passé qui n'ont rien effacé du souvenir de ces destins brisés et tous les Français se souviennent de ce qu'ils faisaient en ce 11 septembre, tant ils ont été bouleversés par ce qui vous est arrivé. Et au soir du 11 septembre, au fond, nous les Français nous nous sentions américains comme jamais. (...) La plus belle réponse à ces assassinats en masse et à ces assassins, c'est la libération des peuples arabes, autour des valeurs qu'ont toujours incarnées l'Amérique et la France, la démocratie. »

La ligne de partage se résume ainsi : d'un côté, les élites occidentales ou globalisées s'accrochent à la version officielle, de l'autre la majorité des populations occidentales et le Tiers-monde crient au mensonge.

Le fond du débat n'est pas de savoir comment des individus ne figurant pas sur la liste des passagers embarqués dans un avion peuvent le détourner en vol, ni la manière dont un Boeing peut plier ses ailes pour entrer par une petite porte se cacher dans le Pentagone, mais de savoir si l'Occident a été à partir de ce jour-là la cible d'un complot islamique mondial, ou si une faction US a organisé cet événement pour se lancer impunément à la conquête du monde.

Les philosophes qui étudient l'histoire des sciences assurent que les erreurs scientifiques ne disparaissent pas toujours avec leur réfutation. Il faut parfois attendre la disparition de la génération qui les professait. Ce qui permet à une vérité de remplacer une erreur, c'est qu'avec le temps la vérité conserve un pouvoir explicatif, tandis que l'erreur la perd.

Dès 2001, je concluais mon analyse en mettant en garde face à une généralisation de lois liberticides. Je récusais la présentation d'Al-Qaida comme une organisation terroriste anti-occidentale et affirmais au contraire que c'était un milieu de mercenaires arabes utilisés par la CIA dans différents conflits en Afghanistan contre les Soviétiques, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo contre les Serbes, et en Tchétchénie contre les Russes, conformément à la stratégie Brzezinski. Enfin, j'annonçais l'imminente invasion de l'Irak et le remodelage du Moyen-Orient voulu par les néo-conservateurs pour une fois alliés de Kissinger.

À l'époque, la presse de référence a tourné mes analyses en dérision sur quatre points principaux.

- Le Monde expliquait que les États-Unis n'attaqueraient jamais plus l'Irak car ils avaient déjà réglé le problème avec « Tempête du désert » et que seul mon antiaméricanisme primaire me poussait à envisager le contraire.

- Le Monde Diplomatique enseignait doctement que je ne connaissais rien à la politique US pour imaginer une alliance néocons-Kissinger.

- Le Washington Post nous abreuvait de détails sur le tentaculaire complot islamiste mondial que je refusais de prendre en compte, aveuglé que j'étais par la présence arabe en France.

- Et le New York Times faisait l'éloge du Patriot Act et de la création du département de la Sécurité de la Patrie auquel seul un pacifiste européen imprégné de l'esprit munichois pouvait s'opposer.

Pourtant, 10 ans après, sur les quatre points qui ont été contestés de mon analyse politique, chacun peut constater que j'avais raison et que mes détracteurs avaient tort. Ils cherchent aujourd'hui à se rattraper en concédant haut et fort que l'administration Bush a « utilisé » le 11-Septembre pour imposer son propre agenda. Avec le temps, ils finiront par reconnaître que je ne suis pas un voyant prédisant par hasard un avenir qu'ils ne soupçonnaient pas, mais qu'une analyse politique rigoureuse permettait de comprendre à l'avance que les commanditaires du 11-Septembre entendaient mettre en œuvre cet agenda.

Alors que l'OTAN vient de placer les compagnons de Ben Laden au pouvoir à Tripoli, il est plus que jamais indispensable de comprendre le 11-Septembre pour identifier les réels dangers qui menacent la paix dans le monde et pour y faire face. Comment ne pas voir que les personnalités qui célèbrent avec emphase cet anniversaire soutiendront demain de nouvelles guerres au Proche-Orient et en Afrique du Nord ?

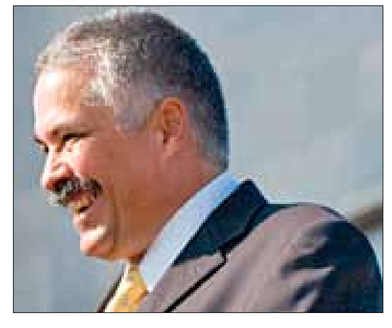
Réseau Voltaire
11 septembre 2011

Cuba, Vénezuela et Haiti renforcent des liens dans le domaine de la santé

George Dubuche, représentant du secteur de la santé du gouvernement et du président haïtien Joseph Michel Martelly, signifiait que son pays est entré avec le Venezuela et Cuba dans une nouvelle étape dans les relations de solidarité et de fraternité, pendant l'inauguration de l'Hôpital Communautaire de Référence de Cayes Jacmel, une ville de plus d'un demi-million de personnes dans le sud d'Haïti. Il a dit que le gouvernement de son pays apprécie tout le soutien de La Havane et de Caracas, en particulier du dirigeant cubain Fidel Castro et du président vénézuélien Hugo Chavez pour livrer cet hôpital tout équipé à la population haïtienne, le numéro 16 entièrement reconstruit d'un programme de 30.

Dagoberto Rodríguez, Vice-Ministre des Affaires Étrangères de Cuba, a noté la contribution importante du personnel médical cubain lors des urgences créées par le séisme dévastateur du 12 Janvier 2010 et la grave épidémie de choléra, dans le cadre d'une coopération bilatérale fructueuse, qui s'étend également à d'autres secteurs comme l'éducation, le sucre, la médicine vétérinaire, la pêche, l'énergie, la construction, le sport et la culture. En particulier, Rodríguez a noté que de 1998 à ce jour, les collaborateurs cubains de la santé ont soigné pendant des consultations médicales plus de 7 millions 600 patients, 38% dans leurs propres maisons, pratiqué 295 000 438 chirurgies, plus de 130 000 accouchement et sauvé la vie à un total de 309 000 247 personnes.

À son tour María Jackeline Mendoza, Vice-ministre vénézuélien des Affaires Érangères, a souligné le lien entre ce morceau de terre de Toussaint Louverture avec la guerre d'indépendance menée



Dagoberto Rodríguez, Vice-Ministre des Affaires Étrangères de Cuba

par Francisco de Miranda et Simon Bolivar et le progrès de la coopération de l'Alternative bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) dans la région, en particulier dans les Caraïbes. « C'est un partenariat qui se développe sur la base des principes de solidarité, d'amitié, de complémentarité et de respect de l'autodétermination et la non-ingérence dans les affaires intérieures », a déclaré le vice-ministre vénézuélienne, qui a déclaré que son pays continuera à soutenir ce beau projet.

Avec Stéphanie B. Villedrouin, envoyée du président haïtien, les Vice-ministres des Affaires Étrangères de Cuba et le Venezuela ont dévoilé une plaque à l'hôpital communautaire de référence, qui a commencé à travailler le 13 août 2010 a l'occasion du 84e anniversaire de la naissance du Commandant en Chef Fidel Castro Ruz.